



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 25 janvier 2018**

-----

**PROCES-VERBAL**

*Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

**Monsieur le Président**

Madame BODKIN, pour l'appel.

*Madame BODKIN procède à l'appel.*

**Maud BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci, Mademoiselle BODKIN.

Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer. Avant de procéder à l'approbation de l'ordre du jour, j'ai un certain nombre d'informations à vous communiquer.

Tout d'abord, les dates des prochains Conseils de Métropole qui se tiendront : le 22 février, à 18 heures, ici même, et le 29 mars, à 18 heures. Avant d'entrer dans le vif des informations, nous avons coutume d'honorer, dans l'enceinte de cette collectivité, des hommes et des femmes qui, par leurs présences, leurs exploits sportifs, leurs qualités culturelles, leurs qualités d'entrepreneur, de manager, d'innovateur, de chercheur, glorifient de leur nom le territoire métropolitain. Aujourd'hui, donc, nous allons honorer, par la remise de la médaille de la Métropole, Madame Doris WETZEL. J'accomplirai cet acte avec Monsieur MEISSONNIER, Maire de Baillargues. Elle est une athlète de haut niveau qui nous a fait la joie d'être présente avec nous ce soir. Je vais lui demander de bien vouloir nous rejoindre, Monsieur MEISSONNIER également, à la tribune.

En partant de Port Camargue et en arrivant, après 870 km de traversée, à Bizerte, Doris WETZEL fut, en octobre dernier, la première femme à traverser la Méditerranée en *kitefoil*, c'est-à-dire une planche de *kitesurf* avec un *foil* fixé dessous, qui constitue une étrave, avec un aileron. Cela permet au *kitesurfer* d'être sur la planche sans que la planche touche l'eau. C'est extrêmement spectaculaire. Je vous incite à le découvrir à Villeneuve-lès-Maguelone.

En touchant le littoral tunisien, vous avez réalisé un exploit sportif inégalé. Auquel s'est greffé un volet scientifique puisque l'institut marin du Seaquarium du Grau-du-Roi avait chargé votre équipage d'une mission d'observation de la faune marine. Cette traversée couronne une carrière déjà bien accomplie. C'est d'abord sur dériveur que vous avez accroché vos premiers titres. Quadruple championne d'Allemagne en 1992, 1993, 1997 et 2004. Vice-championne d'Allemagne en 1994. Pendant neuf ans, vous serez membre de l'équipe d'Allemagne de voile olympique.

Vous passez ensuite à la pratique du *paddle board*, discipline dans laquelle vous enchaînez les victoires dans la catégorie courses de longue distance. 2008 sera pour vous une année faste puisque vous décrocherez deux premières places, l'une pour la course Guéthary-Hossegor, et l'autre pour la course Guéthary-Biarritz. Mais c'est le *kitesurf* qui vous révélera le plus au public. Que ce soit lors du mondial du vent ou dans le cadre de courses de longue distance, le *kitesurf* vous permet de repousser encore un peu plus vos limites. C'est là que votre parcours croisera Montpellier. Afin de vous préparer à cette traversée de la Méditerranée, vous avez pendant 18 mois suivi une préparation physique au sein du CREPS. Au programme d'entraînement, s'ajoutaient l'optimisation des techniques de navigation, un stage de survie avec la marine nationale, une formation pour la gestion du sommeil. Il n'en fallait pas moins pour tenir le rythme de 12 heures de navigation par jour, et ce, pendant une semaine. Vous êtes toujours, d'ailleurs, en entraînement au CREPS, afin de suivre une formation en vue de l'obtention du diplôme d'État « glisse » afin de devenir entraîneur de *kitesurf*.

Parallèlement, vous faites la promotion du développement personnel au travers du sport, via votre association « Womana », car pour vous le sport est un vecteur qui permet de mieux se connaître. C'est en direction des jeunes que vous agissez en les invitant à dépasser leurs limites et atteindre leurs rêves. A cela vous ajoutez un projet sportif. Et quel projet ! Dans un an, vous souhaitez traverser l'Atlantique en *kitesurf*, en partant de New York. Ce défi est à la mesure de votre audace. Ce soir, nous vous remettons la médaille de la Métropole. Nous saluons par cela une femme accomplie, mais aussi le porte-drapeau d'une discipline sportive qui est au cœur de notre politique en matière de sport. La Métropole est une terre d'excellence pour le monde de la glisse. Le festival FISE est devenu le rendez-vous incontournable des amateurs des nombreuses disciplines qui composent ce sport. Et nous irons plus loin avec la création, à Baillargues, du parc multiglisse Gérard Bruyère. Notre Métropole est extrêmement fière de vous compter comme ambassadrice de son territoire.

**Doris WETZEL**

Bonsoir à tous. Je suis extrêmement honorée d'être là ce soir. Un grand merci à vous pour l'invitation et pour la médaille. Pour moi, c'est un immense plaisir de partir de Port Camargue et de ce territoire pour traverser la Méditerranée. C'est un rêve qui s'est réalisé. Cette traversée était non seulement un exploit sportif mais j'avais également envie de promouvoir les énergies renouvelables sur lesquelles travaille la Région. C'est un projet extrêmement important. Il s'agissait aussi d'un projet humain avec mon association « Womana » qui vise à promouvoir le développement personnel à travers le sport. J'ai envie de promouvoir le *kitesurf* et d'aider les jeunes à accéder à ce sport. Cette année, au CREPS, je travaille sur la pédagogie pour les jeunes à partir de trois ans. Cela aidera la jeunesse à accéder à ce sport qui est un peu technique. La suite sera la traversée de l'Atlantique en *kitesurf*. Je pense que je vais y arriver parce que je sens que je suis bien entourée. Merci à vous tous.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup à vous.

J'ai plusieurs communications à vous faire. Première information : j'ai interpellé le directeur général de Google France sur la possibilité d'installer en région les espaces que Google souhaite insérer dans le tissu national. Il y a plusieurs projets. La ville de Rennes s'est aussi positionnée comme la ville de Montpellier. Nous espérons que nous serons retenus, mais c'est à lui d'en décider.

Deuxième information : j'ai reçu des lettres de démission de plusieurs élus métropolitains du groupe Action et Cohésion du Territoire métropolitain. J'ai d'abord reçu la demande de quitter le groupe de Monsieur Arnaud MOYNIER, maire de Beaulieu. Aussi, celle de Monsieur Geniès BALAZUN, maire de Restinclières. Également, celle de Monsieur Jean-Noël FOURCADE, élu de la ville de Lattes ainsi que celle de Monsieur Jacques DOMERGUE, élu de Montpellier, et de Monsieur Gérard LANNELONGUE également élu de Montpellier. Vous savez que l'on peut constituer un groupe à partir de trois élus. Là, il y en avait cinq. Comme les cinq ont démissionné, il n'y a plus de groupe. Donc, le groupe Action et Cohésion du Territoire métropolitain n'existe plus à ce jour. Cela veut dire que chaque maire a la possibilité de faire ce qu'il veut. Ou bien de rester tout seul, ce que font certains, ou bien de rejoindre un autre groupe, ce que d'autres font. Nous nous retrouvons donc avec deux groupes, déclarés, officiels : l'un qui compte 55 membres (NB : 54 membres au 22/02/2018), celui de la majorité, et le groupe Coopération Métropolitaine qui en compte 18.

**Cyril MEUNIER**

Ils peuvent également nous rejoindre.

**Monsieur le Président**

Je n'ai pas dit le contraire.

**Cyril MEUNIER**

Vous avez dit que soit ils restaient libres, soit ils venaient vous rejoindre.

**Monsieur le Président**

Je n'ai pas dit cela.

**Cyril MEUNIER**

J'avais cru le comprendre. Pardon.

**Monsieur le Président**

Quand vous aurez fini de fantasmer.... Arrêtez les fantasmes.... Je vais faire quelques commentaires sur les articles qui ont été écrits. Même si ce n'est pas mon habitude de commenter la presse. Mais, là, je vais être obligé. Car, faire de la politique de cette façon, c'est une autre façon de faire de la politique. Mais laquelle... C'est déprimant. Ce n'est que du fantasme ! Je n'ai jamais dit ça.

**Cyril MEUNIER**

J'avais cru comprendre cela. Mais je vous prie de m'excuser.

**Monsieur le Président**

Mais c'est parce que vous avez tellement rêvé fort que je le dise que vous avez fini par vous en persuader. C'est ça qui est grave !

**Cyril MEUNIER**

Si je cherche un psy, je sais où le trouver. J'ai une question à vous poser, parce que vous allez faire des commentaires politiques.

**Monsieur le Président**

Vous ne croyez pas si bien dire. J'ai fait psychologie clinique à la faculté des lettres. Je suis de l'école lacanienne. Je ne suis pas freudien, moi. Je suis lacanien.

**Cyril MEUNIER**

Donc, cela me rassure. Si j'ai besoin d'un psy, je ferais appel à vous. Avant cela, est-ce que vous pouvez nous expliquer quel est ce méchant hasard qui fait que nous nous réunissons en Conseil de Métropole le jour des vœux de la Région ? Je pense que c'est un peu dommageable.

**Monsieur le Président**

C'était décidé avant.

**Cyril MEUNIER**

Vous allez me l'expliquer, il n'y a pas de souci. Mais c'est dommage car cela ne vous permet pas, en tant que Président de la Métropole, d'être présent aux vœux de la Région. Je pense que ce n'est pas une bonne idée.

**Monsieur le Président**

J'y suis représenté. Comme Madame DELGA a été représentée aux vœux de la Métropole.

**Cyril MEUNIER**

Très bien.

**Monsieur le Président**

Même chose.

**Cyril MEUNIER**

Vous y êtes représenté par qui ?

**Monsieur le Président**

Vous êtes bien curieux.

**Cyril MEUNIER**

Vous êtes le Président de la Métropole dont nous faisons partie et ce serait intéressant pour l'ensemble de nos collègues de savoir qui représente la Métropole.

**Monsieur le Président**

Non seulement vous fantasmez sur mes paroles et celles que je ne dis pas, mais en plus vous êtes très curieux. Il ne faut pas écouter aux portes, Monsieur MEUNIER.

**Cyril MEUNIER**

En tant que maire de la Métropole, il est de mon droit de vous demander qui représente la Métropole aux vœux de la Région ce soir. En plus, les vœux étaient fixés depuis fin novembre.

**Monsieur le Président**

Vous devriez vous présenter à la Région.

**Cyril MEUNIER**

D'abord vous veillez sur mes fantasmes et, maintenant, vous veillez sur mon avenir. Ce n'est pas seulement comme psy que je devrais vous prendre, mais comme père.

Dites-moi, qui représente la Métropole aux vœux de la Région ? Monsieur le Président, s'il vous plaît.

**Monsieur le Président**

J'y suis représenté en tant que Maire de Montpellier.

**Cyril MEUNIER**

Donc la Métropole n'est pas représentée aux vœux de la Région.

**Monsieur le Président**

Le Maire de Montpellier est aussi Président de la Métropole.

**Cyril MEUNIER**

D'accord. Vous êtes représenté à titre personnel ? Je vous remercie pour cette information. Moi, je trouve dommage, au regard de l'utilité d'une collaboration entre toutes les collectivités, que l'on ait ce Conseil de Métropole en même temps que les vœux de la Région.

**Monsieur le Président**

On va en parler et, vous le savez, je ne négligerai aucun détail. Et ce que je vais vous dire ne relève pas du fantasme.

Encore une information : celle du lancement du *naming* du stade « Yves du Manoir ». La démarche sera lancée à partir du 1<sup>er</sup> février et ceux qui veulent concourir sont les bienvenus. Une décision du Gouvernement de juillet 2017 nous demande de mettre en concurrence pour les *naming*.

Ensuite, je voudrais faire de petits commentaires sur la presse. Le premier concerne le magnifique article de François DELACROIX dans *L'Agglo*. Je ne vais pas tout commenter tellement il a dit de choses. Mais je voudrais commenter de petits détails et corriger de petites fautes. Les petits détails : je ne savais pas que Monsieur NEUSCHWANDER avait été inséré dans le conseil d'administration de la Régie publique de l'eau, par Monsieur REVOL, alors Président, et je ne savais pas que Monsieur BONNAL faisait partie de l'association des amis d'Emmanuel MACRON. Je vous en informe parce qu'il m'a été reproché, par les personnes en question, de faire un groupe En marche et apparentés... Les motifs avancés par les uns et les autres étaient fallacieux. Deux petites corrections : je n'ai jamais demandé à Monsieur BORÉ d'être candidat aux législatives. Je lui ai demandé de faire partie de mon cabinet et il a refusé. Point final. C'est une fausse information. L'autre fausse information est d'affirmer que nous nous détestons, avec Monsieur VIGNAL, Madame DUBOST, etc. Je ne déteste personne. La haine et la jalousie sont des sentiments que je ne connais pas. Par contre, quand j'ai raison, j'ai raison. Quand j'ai tort, j'ai tort. Je fais de la politique. Voilà. Mais l'histoire de haine et de jalousie, c'est des choses que je n'entends pas.

Petit commentaire de la presse qui concerne la LGV et la Région. Nous n'avons pas été conviés par la Région pour discuter avec la commission technique qui s'occupe des LGV à Paris. Madame DELGA a choisi Monsieur MOUDENC pour l'accompagner et Monsieur Jean-Marc PUJOL, maire de Perpignan. Nous n'avons pas été conviés. J'ai été interrogé, et j'ai répondu : je considère que Madame DELGA donne l'avantage à la ligne Bordeaux-Toulouse par rapport, à la ligne Montpellier-Perpignan-Barcelone. Je le dis clairement. C'est très net ! Son entourage répond, puisqu'elle ne répond jamais, mais avec des explications vaseuses. Elles ont été excellemment tweetées par le Vice-Président Jean-Pierre RICO.

Concernant le stade, Monsieur GRAND, je m'adresse à vous. J'aimerais ne pas le faire. Mais je suis obligé. Laissez-moi finir. Vous n'avez pas la police de l'assemblée ! Vous l'avez peut-être à Paris mais pas ici. Et encore... Vous avez tapé comme un sourd sur le stade. Ensuite, vous avez fait un tweet disant que vous étiez pour le stade. Il y a donc des gros problèmes. Là aussi, il y a des fantasmes. Si vous voulez continuer le débat sur le stade, ne comptez pas sur moi pour le faire là car, sinon, on encombrerait le débat et je ne veux pas faire de notre discussion le seul sujet du jour. Mais, j'ai récupéré tous vos votes sur le stade depuis 10 ans. Donc, réfléchissez bien avant de parler. C'est une information. Vous n'avez pas lieu de répondre. Non. Vous ne répondrez pas. Il n'y a pas de réponse à faire. Vous avez déjà répondu par Twitter et par la presse. C'est commun chez vous : vous répondez systématiquement par la presse et jamais en face. Je n'ai pas de leçon à recevoir de vous. Vous-mêmes vous avez écrit un tas de choses que j'ai à votre disposition. Donc, cela veut dire que vous ne savez pas ce que vous dites. Sur la longueur, vous vous marchez sur la queue. Ne vous inquiétez pas. Ne vous faites pas de soucis. Tout roule. Quoi que vous disiez, je poserai la première pierre du stade en juillet 2019. Et, ce stade, contrairement à ce que vous dites, s'appellera « Louis Nicollin ».

**Jean-Pierre GRAND**

(*Propos hors micro*).

**Monsieur le Président**

Ne vous énervez pas. Vous êtes choqué. Vous êtes surpris. Vous avez des comportements terribles. Vous êtes candidat à la Ville de Montpellier. Tout le monde le sait. Vous ne pouvez plus être candidat à Castelnau parce que vous y avez mis un autre maire. En plus, vous ne lui avez pas fait un cadeau parce que vous ne l'avez pas fait monter à la Métropole. Maintenant, Monsieur LAFFORGUE, que j'aime beaucoup, ne peut pas s'exprimer pour défendre Castelnau. Ce n'est pas vous qui avez fait votre liste ? C'est moi qui l'ai faite ? Alors ! Vous voulez être candidat, ça vous brûle les lèvres depuis des dizaines d'années, je le sais, vous l'avez dit aux habitants de mon canton qui étaient sur votre circonscription. Vous l'avez dit des dizaines de fois. Vous croyez que je vais l'oublier ? Je vois ce que vous faites et ce que vous dites. Donc vous êtes candidat. Comme Monsieur REVOL qui, lui, prend ce que je dis avec humour, parce qu'on se connaît depuis longtemps. Vous aussi, on se connaît depuis longtemps. Mais, vous, vous n'avez toujours pas compris comment je fonctionnais. Monsieur GRAND, les Montpelliérains comprennent ce que je dis et les habitants de la Métropole aussi. Vous n'avez pas la police de l'assemblée, vous n'avez pas à donner la parole aux gens. Combien de fois devrais-je vous le dire ? Je vais vous mettre au piquet. Comme en CM2. Et vous ferez 100 lignes. « Je n'ai pas la police de l'assemblée ; Je n'ai pas la police de l'assemblée ». Je suis fils d'instituteur, ne m'obligez pas à replonger dans cette méthode.

Nous passons à l'affaire suivante.

**AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

*M. A. LARUE sort de séance.*

**Monsieur le Président**

41 affaires vous sont proposées. Et une affaire supplémentaire qui concerne le Fonds Solidarité Logement. Qui est contre ? Oui, Monsieur ROUILLEAULT.

**Henri ROUILLEAULT**

Je souhaitais que nous puissions discuter du passage à niveau de Castelnau. Je peux expliquer pourquoi. Vous n'avez rien dit à ce sujet dans vos explications. Mais il s'est passé quand même quatre choses importantes...

**Monsieur le Président**

Vous, c'est pareil ! Vous n'avez pas la police de l'assemblée. On ne fait pas les informations de Monsieur ROUILLEAULT.

**Henri ROUILLEAULT**

Je vous ai demandé de mettre la question à l'ordre du jour. Je sais que vous avez un contact avec le Préfet.

**Monsieur le Président**

Mais vous êtes aussi indisciplinés à droite qu'à gauche. C'est incroyable !

**Henri ROUILLEAULT**

On a le droit de parler quand même ?

**Monsieur le Président**

Mais vous réglerez cela au Conseil Municipal de Castelnau. Mettez-vous d'accord, d'abord. Après, vous viendrez en discuter ici. Arrêtez avec le passage à niveau !

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

**Pour : 87 voix**

**Abstention : 1**

S'est abstenu(e) : Mme A. BRISSAUD.

## **AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 20 DECEMBRE 2017**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

*Le procès-verbal de la séance du 20 décembre 2017 est adopté à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

## **AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Monsieur le Président**

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

## **AFFAIRE N° 4 : FINANCES - RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - ADOPTION**

*M. A. LARUE entre en séance.*

*Mme S. BOUALLAGA sort de séance.*

*Mmes C. HART, A. BRISSAUD et M. A. MOYNIER sortent définitivement de séance.*

*Mme J. FRECHE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. JP. MOURE.*

*M. C. MEUNIER sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. R. REVOL.*

*Mme T. DASYLVA sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. A. EL KANDOUSSI.*

*Mme I. GIANIEL sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. JABADO.*

*M. JL. MEISSONNIER sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. L. JAOUL.*

*Mme A. DESTAILLATS n'est plus représentée.*

*M. JP. GRAND sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. DARDE*

*(Mme A. BRISSAUD, MM. JP. GRAND, C. MEUNIER et JL. MEISSONNIER sont sortis de séance après être intervenus durant le débat mais avant la mise au vote de l'affaire).*

**Monsieur le Président**

Allez-y Monsieur LEVITA.

*Des propos sont tenus hors-micro.*

**Monsieur le Président**

Mais arrêtez ! vous râlez tout le temps, ça ne va jamais. Vous n'êtes jamais contents.

Soyez optimistes, souriez ! La force, la joie, la beauté, voilà !

**Max LEVITA**

Monsieur le Président, le rapport n'est soumis à aucun vote. Il s'agit simplement d'une discussion sur les grands thèmes du prochain budget primitif.

**Monsieur le Président**

Il n'y a pas de vote sur le fond mais il doit y avoir un vote sur la forme. Un vote qui dit que nous avons présenté le débat et que vous avez bien reçu les convocations et les documents à cet effet.

**Jean-Pierre GRAND**

S'exprime hors micro.

**Monsieur le Président**

Il est obligé d'être candidat à Montpellier car il sait qu'il ne sera plus sénateur la prochaine fois.

**Max LEVITA**

Il s'agit d'un débat important qui engage notre avenir. Vous avez reçu un très beau texte sur lequel nous allons discuter. Ce projet, que je suis chargé, au nom de la majorité, de vous présenter, repose sur une passion qui nous est commune : assurer l'avenir de notre Métropole au service de l'ensemble des habitants. Ce projet repose sur une gouvernance qui donne à chaque commune représentée par son maire une voix dans le concert métropolitain. C'est le pacte de confiance, qui n'a pas été aboli. C'est donc le sens de la formule « *la Métropole* »

*pour tous et tous pour la Métropole* ». C'est ce que nous souhaitons, à travers les orientations budgétaires qui vont vous être proposées, à travers deux axes forts.

Premièrement, le développement et l'adaptation des services publics métropolitains au service des habitants, et, deuxièmement, une gestion rigoureuse du fonctionnement des services métropolitains, pour soutenir le niveau d'investissement ambitieux. L'ambition du mandat est donc le développement des services sur tout le territoire. Notre Métropole est un espace dynamique qui gagne chaque année des habitants. Nous connaissons une croissance démographique importante. C'est à la fois une chance et un défi. Cette situation doit être un atout pour notre développement, à condition que nous le prévoyions, qu'il soit harmonieux et qu'il soit accompagné. Pour ce faire, nous actionnons tous les leviers dont nous disposons. Le développement de synergies dans l'action publique, c'est le sens de la prise de compétences que nous avons faite, du Fonds de Solidarité Logement, du Fonds d'Aide aux Jeunes, et de la culture ; ce transfert sera pleinement mis en œuvre à compter de l'année 2018. Il s'agit également de la poursuite du schéma de mutualisation, qui vous sera présenté lors de l'affaire suivante, et du développement des services aux communes. Enfin, il s'agit d'une politique d'investissement offensive pour l'ensemble des communes.

240 millions d'euros sont prévus au budget de l'année 2018, avec un PPI (plan Pluriannuel d'Investissement), qui sera présenté lorsque nous présenterons le budget, qui s'élève aujourd'hui à 1,4 milliard d'euros. Cela passe par un engagement pour le mandat : le Président s'est engagé, à la Ville et à la Métropole, à ce qu'il n'y ait pas d'augmentation de la fiscalité.

Nous sommes dans un contexte particulier, avec la contrainte imposée par l'État sur l'évolution de nos dépenses de fonctionnement.

Nous sommes donc dans un nouveau système, dans lequel l'État a abandonné la procédure précédente avec la diminution de la dotation de fonctionnement pour passer à une contrainte beaucoup plus difficile avec la limitation de l'augmentation du budget de fonctionnement pour le budget principal. Ainsi, pour toutes les années à venir, jusqu'en 2022, jusqu'à la fin du mandat du Président de la République, nous n'avons droit qu'à une augmentation de 1,2 % sur toute la période. Le fait d'augmenter les impôts ne nous donnerait même pas de possibilités supplémentaires. En matière de fonctionnement nous avons droit à 1,2 % en 2018 par rapport 2017. En 2019 par rapport à 2018, en 2020 par rapport à 2019. Jusqu'en 2022. C'est une contrainte terrifiante. Il faut avoir été inspecteur des finances pour inventer cela ! Le document vous présente les quatre points fondamentaux :

- Le taux de fiscalité : inchangé, pour la cinquième année.
- Les évolutions des dépenses de fonctionnement, à périmètre constant, avec l'ensemble des compétences transmises, pour 1,3.
- Les 240 millions d'euros d'investissement, soit 10 % de plus qu'en 2017. Avec un endettement maîtrisé comme je vais le démontrer.
- Et, 1,4 milliard d'investissements sur la période 2016-2022.

Dans le contexte de construction du budget, le premier point est la contrainte fixée par l'État. En principe, nous avons un contrat financier... C'est un contrat un peu particulier puisque, alors que en général pour un contrat, on est deux, là, nous sommes tout seul. Mais c'est une règle que nous devons respecter. La première règle concerne l'évolution des dépenses de fonctionnement : 1,2 % par an, en valeur, ce qui signifie que l'inflation est comprise dans ce chiffre. Mais l'inflation est de 1,2 %. Cela signifie que, en euros constants, nous sommes à 0 % d'augmentation du budget de fonctionnement. Mais il y a une limite : trois critères permettent de moduler cette évolution. Soit il y a une croissance de la population supérieure à la moyenne, ce qui donne 0,15 de plus, par rapport à 1,2. Soit le revenu moyen par habitant est inférieur à la moyenne. Ce qui donne encore 0,15. Enfin, si nous avons fourni des efforts en matière de maîtrise des dépenses, nous avons un nouveau droit à 0,15. Ce qui permettrait, au total, d'aller jusqu'à 1,65 %. Mais nous nous limiterons à 1,30 % pour conserver notre maîtrise dans la capacité à investir.

La deuxième contrainte introduite par l'État est une capacité de désendettement inférieur à 12 ans. Mais le respect de cet objectif n'a plus de caractère obligatoire. Ceci étant, nous sommes dans une période particulière. Il y a eu lundi une audience solennelle de rentrée de la Cour des Comptes et le président de la Cour des Comptes a fait un discours dans lequel j'ai trouvé un paragraphe que je cite. Sachant que la France a présenté un budget pour 2018 où l'on va respecter en principe la règle d'un déficit inférieur à 3 % : *« Même avec un déficit ramené sous la barre des 3 %, la France continue, toutefois, de présenter une situation financière plus dégradée que celle de la quasi-totalité de ses partenaires de la zone euro. Avec des finances publiques dont je veux rappeler qu'elles ont été continûment déficitaires depuis 1974. Il est parfois dit que se comparer c'est*



*se consoler. En matière de finances publiques, cela conduirait plutôt à se désoler ».* Voilà le contexte dans lequel nous devons construire nos budgets. À la fois à la Métropole, pour ce qui nous concerne, mais également dans chacune des 31 communes qui composent la Métropole.

Je vais maintenant vous parler de la réforme de la taxe d'habitation. Pour l'instant, elle ne pose pas de problème à la Métropole dans la mesure où nous ne touchons pas le taux de fiscalité puisque l'État remboursera, sur la base des taux de 2017. Le jour où on touchera aux taux, personne ne sait à l'heure actuelle comment cela va fonctionner exactement.

Nous signons donc un contrat, aujourd'hui, dont nous connaissons les règles. Nous les respecterons. Nous soulignons que la contractualisation suppose la concertation et la confiance. Il faut que l'on vous présente un budget à périmètre constant, où nous avons droit à une augmentation, et le budget total, dans lequel nous ne respectons pas la règle puisque nos compétences ont augmenté. Dans le cas où nous ne respecterions pas ces règles, ce non-respect sera constaté au compte administratif 2018 c'est-à-dire en juin ou juillet 2019. Les collectivités qui ne respecteront pas cette contrainte seront punies. Mais on ne sait pas encore comment, mais vraisemblablement il s'agira d'une diminution de la dotation globale de fonctionnement. Voilà le contexte.

Je ne suis pas encore en état de vous fournir le compte administratif 2017 mais nous avons de premiers éléments concernant le fonctionnement et les résultats. Les grands équilibres sont maintenus, en particulier notre taux d'épargne brute, à la fin de l'année 2017, qui est de l'ordre de 146 millions d'euros en faisant abstraction des corrections qui interviendront, et l'épargne nette, qui est prévue à la fin 2017, de 80 millions d'euros. Par rapport au passé, nous maintenons donc ce taux d'épargne, par rapport à ce qui était prévu. Au niveau de la dette, elle s'élève, au 31/12/2017, à 953 millions d'euros, soit 7 millions de moins que 960 millions d'euros. Ce n'était pas obligatoirement un objectif prévu, de diminution de la dette, mais les emprunts ont été inférieurs à ce qui avait été prévu. La capacité de désendettement du budget consolidé remonte légèrement en 2016, à 7,8. Elle devrait diminuer en 2017 à 6,6 années, bien en dessous du seuil d'alerte de 12 ans. Ainsi, nous avons un encours de dette et une capacité de désendettement maîtrisés jusqu'à maintenant.

L'une des caractéristiques de notre Métropole est l'évolution de sa population. Nous avons connu, depuis 2010, une augmentation de l'ordre de 1,9 % par an, ce qui nous classe en tête de toutes les métropoles. Toulouse, Bordeaux, Rennes, Nantes, sont à 1,4 et Lyon à 1,1. Ce qui montre l'importance de l'attractivité de la ville. J'ai reçu, il n'y a pas longtemps un journaliste, parisien, qui m'a interrogé pour savoir pourquoi autant de gens viennent à Montpellier ou dans la Métropole. Je lui ai dit qu'il avait parfaitement raison. Nous construisons 5 000 logements, qui sont vides... Nous attirons des populations étrangères pour les mettre à l'intérieur, sans payer de loyer, bien entendu... Il a quand même compris que je me moquais de lui. Il est vrai qu'à Toulouse il y a Airbus, alors qu'à Montpellier il n'y a pas de très grandes entreprises. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de créations d'emplois, même si notre taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Il est supérieur car il y a un taux d'attractivité de 1,9 % par an. Il y a des gens qui viennent à Montpellier. Qui ont des emplois. Même s'ils n'en n'ont pas tous. Ce sont pour la plupart des personnes jeunes. Nous le savons tous, nous sommes obligés de construire des écoles pour accueillir leurs enfants.

Le troisième point concerne l'évolution des compétences. Nous avons des compétences transférées, que nous avons demandées au Département de l'Hérault, qui l'a accepté. Le Fonds de Solidarité pour le Logement, le Fonds d'Aide aux Jeunes, et les équipements culturels ont été transférés à la Métropole ce qui modifie notre périmètre. Enfin, il y a également la médiathèque Jules Verne de la commune de Saint Jean de Védas qui est transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole. Enfin, nous avons une nouvelle compétence, qui nous a été donnée, et que nous acceptons. C'est la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), qui est opérationnelle depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ces transferts se traduisent par une augmentation des charges en 2018, par rapport à 2017, compensée pour partie par le versement de compensations du Département et de la commune de Saint Jean de Védas et pour partie par un mode de financement dédié avec la taxe GEMAPI. Nous allons donc proposer, sur les dépenses de fonctionnement, une comparaison sans retraitement, c'est-à-dire en intégrant toutes les nouvelles compétences, et une comparaison sans ces compétences, à périmètre constant, pour respecter les règles de l'État.

Le quatrième point concerne le renforcement de la mutualisation sur le territoire. Une communication sera présentée juste après sur le schéma adopté. Enfin, il y a une prospective financière ambitieuse pour relever les défis de notre territoire, que sont la ligne cinq de tramway, avec la conséquence en fonctionnement, l'extension de la station d'épuration MAERA, le MoCo (Montpellier Contemporain) avec la conséquence en fonctionnement, le nouveau conservatoire à rayonnement régional, avec la conséquence en fonctionnement, le nouveau cimetière intercommunal. Et 2018 permettra, en outre, d'étudier les options du financement d'un nouveau stade, avec les conséquences en fonctionnement. Le Plan Pluriannuel d'Investissement représente

sur le territoire 1,4 milliard d'euros, sur la période jusqu'à 2022. Nous avons prévu, sur 2018 240 millions d'euros : 1,4 milliard divisé par 5 fait 280 millions, nous sommes donc un peu en-dessous de la moyenne. 280 millions en 2019, 320 millions en 2020, 300 millions en 2021, et un peu moins de 250 millions en 2022. Étant entendu que les ratios principaux, d'épargne et d'investissement, feront l'objet d'une vigilance particulière, sur la période, afin de garantir des marges de manœuvre. Le monde ne s'arrêtera pas en 2022 : nous faisons donc l'exercice sur cinq ans, ce qui est déjà beaucoup ; mais nous fonctionnons de manière glissante. L'évolution prospective des ratios montre que, sur le PPI 2018-2022, la situation de la Métropole reste maîtrisée. Vous voyez la projection du taux d'épargne du budget consolidé en pourcentage. Nous passons de 24 % en 2017 à 16 % en 2022. Ceci étant, cette prévision a lieu, à condition que toutes les règles ne soient pas changées, en particulier sur la taxe d'habitation qui est appelée à disparaître, nous dit-on, en 2020, mais dans des conditions que nous ignorons totalement.

Nous avons retenu des hypothèses pour évaluer les dépenses de fonctionnement 2018. Sur le document qui vous est présenté, vous voyez, sur le budget principal, que, au BP 2017 nous étions à 148 millions d'euros. Au budget principal 2018, je vais vous proposer 152 millions d'euros. On retraite à périmètre constant ce qui nous fait passer à 149 millions d'euros. Donc, on a une évolution de 0,7 %. Pour le budget annexe d'assainissement, l'augmentation est de 7 % et, pour le budget annexe transports, elle est de 17 %. L'augmentation des charges à caractère général du budget est due principalement à la hausse des dépenses de traitement des déchets d'une part et, d'autre part, à la montée en charge de la compétence tourisme, financée par la taxe de séjour intercommunal. La Métropole doit donc maîtriser ses dépenses de fonctionnement afin de conserver sa capacité à investir. C'est la conséquence de cette limite d'augmentation de 1,2 % qui nous est imposée par le Gouvernement.

Sur le document suivant, vous avez la répartition avec les hypothèses retenues en matière de dépenses de fonctionnement suivant les différents secteurs. Le développement économique à hauteur de 14 %, le sport à hauteur de 26 %, et la culture à hauteur de 54 %.

La masse salariale, en 2018, pour le budget principal, devrait s'élever à 109 millions d'euros par rapport à une évolution que vous avez sous les yeux. 105 millions sur le budget principal par rapport à 89 millions d'euros. À périmètre constant, nous sommes à 92 millions d'euros. Dans cette augmentation, il y a les 9,4 millions d'euros qui correspondent à la mutualisation, dont je vous parlerai ultérieurement. Il y a eu une mutualisation entre la Ville et la Métropole avec les transferts de la Ville à la Métropole qui sont entièrement compensés. Le transfert des compétences représente 3,2 millions et les évolutions démographiques et réglementaires 1,1 million d'euros.

En 2018, nous n'avons pas d'augmentation du point d'indice prévu. Il y a un décret sur la modernisation des parcours professionnels des carrières et des rémunérations (PPCR), qui prévoit la refonte des grilles indiciaires pour cette catégorie d'agents, qui a été reporté en 2019 et n'a donc pas de conséquences pour 2018. La masse salariale augmente de 2,6 %, suite à la réorganisation de certaines directions. La Métropole bénéficie de 9 millions d'euros au titre de la compensation, à l'euro près, de la mutualisation. Donc, nous nous inscrivons dans un effort de mutualisation et de maîtrise structurelle des effectifs pour garantir une gestion optimisée des moyens humains.

Les subventions représentent 35 millions d'euros, en progression de 6 % par rapport à 2017. Cette évolution est due à la nouvelle subvention au festival du domaine d'O. Vous avez la répartition dans le document.

Concernant les charges financières, nous vivons une période de taux d'intérêt historiquement faibles, qui s'est poursuivie en 2017. Tous les indicateurs montrent qu'elle se poursuivra en 2018. Mais, du fait de notre prudence, nous avons intégré dans notre prévision la possibilité d'une augmentation de 100 points de base. Soit un point d'intérêt. La prévision s'établit donc à 26,3 millions d'euros pour le budget principal. Le budget annexe transports serait donc en baisse par rapport à 2017, avec moins 3%. Pour les transports, les dépenses d'exploitation sont estimées à 78 millions d'euros, en baisse de 2 % par rapport à 2017. Les dépenses réelles d'investissement s'élevant à 18 millions d'euros. Nous sommes à la fin du bouclage de la ligne quatre et la subvention d'équilibre versé par le budget principal s'élèverait à 22 millions d'euros, en hausse de 2 %. Ces équilibres seront éventuellement revus : il y a actuellement des négociations sur la future DSP concernant la gestion des transports et nous aurons le résultat dans le courant de l'année 2018. Les modifications seront introduites dans le budget supplémentaire.

24 millions d'euros sont prévus pour l'assainissement, dont 21 millions, en hausse de 24 %, pour financer les opérations structurantes retenues au schéma directeur de l'assainissement et réaliser les opérations nécessaires pour les rendements de la station MAERA, une opération de l'ordre 210 millions d'euros.

Concernant la compétence de lutte contre les incendies : les communes ont transféré cette compétence à la Métropole qui paiera donc 16,7 millions d'euros, soit une augmentation de 1 % par rapport à 2017.

Nos recettes s'établiront, en 2018, à un peu moins de 600 millions d'euros pour le budget consolidé, soit une augmentation de 6 % par rapport au budget primitif.

Concernant la fiscalité, pour l'instant, la progression sur le budget principal est calculée à partir de l'évolution des taux, soit 0 %. Mais il y aura une réévaluation forfaitaire des bases de 1,2 %. On m'a demandé en commission des finances d'où venait ce chiffre : il était précédemment dans la loi de Finances, dorénavant il n'y est plus, mais on prend simplement le taux d'évolution calculé par l'INSEE, sur l'évolution des prix de la période précédente. L'inflation était ainsi de 1,2 % en 2017, c'est pourquoi nous revalorisant forfaitairement nos bases de 1,2 %. Nous ajoutons, en ce qui concerne la Cotisation Foncière des Entreprises, une évolution physique estimée à 1 %, ce qui nous donnerait 60 millions d'euros de recettes. Pour la Cotisation sur la Valeur Ajoutée, le taux est national et, donc, les bases réelles sont connues avec un décalage. Nous l'estimons donc en fonction des premières simulations de la direction départementale. Pour la CVA, cela est à peu près illisible, à la fois pour nous et pour l'État. Nous escomptons 32 millions de recettes. Sur la taxe sur les surfaces commerciales, les tarifs sont nationaux et le coefficient est inchangé. L'évolution physique anticipée s'élève à 1 % ce qui donnerait 6 millions d'euros. Concernant l'IFER, les tarifs sont nationaux et l'évolution physique est anticipée à 1 % ce qui amène à 2 millions d'euros. Pour le versement transport, il n'y a pas d'augmentation de taux et l'évolution nominale anticipée à 1 million d'euros ne nous laisse espérer qu'une recette de 87 millions d'euros.

Concernant les impôts ménage, il n'y a pas d'augmentation de base sur la taxe d'habitation. La valorisation forfaitaire des bases est de 1,2 % et l'évolution physique anticipée de 1 %. Ce qui nous laisse espérer 84 millions d'euros. Taxe sur le foncier bâti, il n'y aurait pas d'augmentation de taux mais une revalorisation forfaitaire de 1,2 % et une évolution physique anticipée de 1,2 ce qui nous laisse espérer 1 million d'euros. Concernant le foncier non-bâti, aucune évolution de base n'est anticipée et on escompte 1 million d'euros. Pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, il n'y a pas d'augmentation des taux, une revalorisation forfaitaire des bases de 1,2 %, une évolution physique de 1,2 %, ce qui nous laisse espérer 70 millions d'euros de recettes. Il faut y ajouter la taxe sur l'électricité. Deux communes ont transféré cette taxe : Montpellier et Grabels. Le produit sera de 4,8 millions d'euros. Soit identique à 2017. La taxe de séjour à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sera intercommunale à une commune près. Nous prévoyons un produit de 2,2 millions d'euros. Je rappelle que, pour les communes qui ont transféré cette taxe de séjour à la Métropole, nous en tiendrons compte dans l'attribution de compensation. Nous calculerons dans le courant du mois de mars. Elles seront compensées à hauteur du produit 2017. 2017 est en effet considéré comme une bonne année pour les communes qui ont transféré et le Président a accepté ce principe, et les maires également.

Pour la taxe GEMAPI : le montant prévisionnel moyen des dépenses de la Métropole pour exercer cette compétence, a été estimé, pour les cinq prochaines années, à 3,6 millions d'euros en investissement et en fonctionnement. La Métropole a retenu, comme vous l'avez voté, un montant cible de 3 millions d'euros pour 2018. Je rappelle qu'il demeure largement inférieur au plafond légal qui permettait d'aller jusqu'à 40 euros par habitant, ce qui aurait représenté une recette de 18,6 millions d'euros.

Je vais faire un point maintenant sur l'état de nos dotations par rapport à la situation vis-à-vis de l'État. Aujourd'hui, la part de la DGF dans nos ressources est passée de 18 % en 2013, à 10 % en 2018. Cette année, il n'y a pas, pour la première année, il faut le souligner, de baisse de la dotation de l'État. Elle est remplacée par les 1,2 % dont j'ai parlé tout à l'heure. Rappelons toutefois ce qui nous a été infligé au cours des années précédentes. En 2014, nous avons contribué au redressement des finances publiques, à hauteur de 4 millions d'euros puis de 10 millions d'euros en 2015, à nouveau 10 millions en 2016, 5 millions en 2017 et, au total, nous avons perdu, sur la période 2014-2022, 162 millions d'euros ! Nous avons contribué au redressement des finances publiques. Cela nous aurait permis d'augmenter notre capacité d'investissement de 300 millions d'euros. La ligne cinq est donc là. La dotation de compensation de qui est la compensation de la part salaire de la taxe professionnelle subit également des ponctions pour financer la péréquation. Nous estimons que nous anticipons une baisse de 1,4 %, ce qui donne un montant de 45,5 millions d'euros. Nous continuons à être éligibles au fonds de péréquation intercommunale. Concernant le produit des services, au niveau de la tarification, le prix de l'eau prévu en 2018 est identique à celui de 2016 et 2017. Sur le budget annexe de l'assainissement, nous avons voté le passage de 1,31 euro hors-taxes le mètre cube à 1,33 lors de la délibération du 20 décembre 2017. Pour le moment, les attributions de compensation sont arrêtées, sous réserve de la modification dont j'ai parlé tout à l'heure. Pour l'instant, nous avons inscrit 2,2 millions d'euros à verser aux communes. La Métropole percevrait 53 millions d'euros. Lors de la dernière conférence des maires, le Président a proposé une modification qui a été acceptée et que nous présenterons à la prochaine session.

**Monsieur le Président**

Elle a été acceptée à l'unanimité des exprimés.

**Max LEVITA**

Lorsque nous avons transféré la voirie à la Métropole.

**Monsieur le Président**

Je le dis pour les journalistes qui sont là, lorsque certains les attrapent dans une petite alcôve pour leur raconter je ne sais quel fantasme... Il vaut mieux dire les choses à l'air libre, comme ici. Cela a été tweeté en séance. Lors de la dernière conférence des maires, qui se tient de manière régulière, la proposition sur la voirie a été acceptée à l'unanimité des exprimés.

**Max LEVITA**

Les attributions de compensation sont arrêtées pour l'instant, sous réserve de la modification proposée. Lorsque nous avons calculé les attributions de compensation voirie, pour faciliter la charge pour les 31 communes, nous avons accepté de ne transférer que 70 %, laissant aux 31 communes la possibilité d'ajouter jusqu'à 100 %, par un fonds de concours. Cette fois-ci, nous proposons, même si chaque commune est indépendante, d'ajouter de 0 à 30 %. À vous de le décider et de nous en avvertir le plus rapidement possible pour pouvoir l'intégrer dans les calculs. Si vous ajoutez admettons 30 %, la Métropole s'est engagée à ajouter 30 %. Autrement dit, les 100% précédents passeraient à 130 % avec ce processus. On tiendra compte également de la taxe de séjour, une fois que nous aurons les chiffres de 2017 et, également, quand nous aurons les chiffres de la médiathèque Jules Verne, et l'aire d'accueil des gens du voyage. Ce qui entraînera des problèmes de financement. Il faut ajouter la dotation de compensation versée par le Conseil départemental qui s'élève à 13,4 millions d'euros. Alors, je précise bien qu'il y a 16 millions. Il y a pour la voirie 6 millions d'euros en investissement et 2,7 millions d'euros en fonctionnement. Ce montant est celui de 2018. Il est appelé à augmenter de manière progressive quand les dépenses financées par l'emprunt diminueront. 7,7 millions d'euros pour le transfert du FAJ, du FSL et de la culture. En matière d'investissement, les dépenses d'investissement prévues à l'heure actuelle s'élèvent à 200 millions d'euros pour le budget principal, 23 millions d'euros pour le budget annexe assainissement, 18 millions d'euros pour le budget annexe transports, ce qui fait 240 millions d'euros. Soit une augmentation de 10 % par rapport à 2017.

**Monsieur le Président**

Ce chiffre est très important. Avec 240 millions d'euros d'investissement, on augmente de 10 % le chiffre de l'an passé. Tout en maintenant l'augmentation du taux d'imposition à 0 %. Cela veut dire que c'est une gestion très précise, précautionneuse et, en même temps, tournée vers l'avenir, car elle donne l'occasion aux entreprises de créer de l'emploi et de maintenir des marchés.

**Jean-Pierre GRAND**

*Propos hors micro.*

**Monsieur le Président**

Monsieur GRAND, vous allez être en retard aux vœux de la Région. Allez-y !

**Max LEVITA**

Monsieur le Sénateur, je suis obligé de vous dire que c'est dans le budget primitif. Laissez-moi aller jusqu'au bout. Si vous aviez lu le rapport, vous le sauriez.

**Monsieur le Président**

Monsieur GRAND, vous êtes pressé, vous voulez tout savoir d'un coup parce que vous êtes pressé d'aller aux vœux de la Région. Mais laissez Max s'exprimer.

**Max LEVITA**

Il y a un débat d'orientation budgétaire, puis il y aura un budget primitif. Pour les recettes d'investissement, nous avons des subventions...

*Des propos sont tenus hors-micro.*

## **Max LEVITA**

Ce budget, c'est moi qui le présente. Mais je ne peux pas le faire tout seul. J'ai besoin de mes collègues, j'ai besoin des Vice-Présidents, j'ai besoin de l'arbitrage du Président en dernier ressort et cela se passe comme cela dans les 31 communes, et ça se passe comme ça à la Métropole.

## **Monsieur le Président**

Cela se passe également comme ça, chez vous, Monsieur le maire de Lattes. C'est très démocratique, à Lattes, tout le monde le sait.

## **Max LEVITA**

J'ai besoin de vous car je vous le présente et, si vous me faites des remarques pertinentes, on essaiera d'en tenir compte dans la présentation du budget primitif.

Concernant les recettes d'investissement, il s'agit de subventions à hauteur de 46 millions d'euros pour le budget principal, à quoi il faut ajouter le Fonds de Compensation de la TVA. Pour les amendes de police, nous sommes dans une période intermédiaire puisque, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole est concernée par la modification du stationnement. Elle encaissera dorénavant le forfait post-stationnement qui dépendra du respect par nos concitoyens des règles concernant le stationnement. Le produit des cessions foncières est estimé à 5,8 millions d'euros. La taxe d'aménagement perçue au titre des autorisations d'urbanisme délivrées est estimée à 3,4 millions d'euros. Conformément à la délibération du Conseil du 16 décembre 2015 puis du 28 juin 2017, le produit de la taxe revient à la Métropole. Nous en reversons une partie à chaque commune, suivant ce qu'elle demande. À noter que nous avons mis au point un système permettant de suivre, pour chaque autorisation d'urbanisme, le montant prévisionnel de la taxe d'aménagement, le montant qui est communiqué par la Direction Départementale des Territoires, le montant et la date d'encaissement par la Métropole. Cela est communiqué à chacune des 31 communes, pour que nous puissions suivre de manière très précise l'encaissement de cette recette.

Le taux moyen de la dette, en 2017, est de 2,55 %. Il est inférieur de 10 points de base à celui de l'année dernière. Nous sommes bien positionnés par rapport à la moyenne des collectivités de notre strate. En 2017, nous avons souscrit un contrat avec une marge bancaire de 0,38 %, sur 20 ans. Nous sommes actuellement à 53 % en taux fixe et 47 % en taux variable. Et nous cherchons la stratégie la plus pertinente et la moins dangereuse. Pour les experts, il faudrait 50-50. Nous sommes aux environs de ce chiffre. Étant entendu que nous choisissons chaque fois le système préférable. Je vous indique que la majorité de nos contrats à taux variable sont remboursables sans indemnité ou avec des indemnités très faibles. Il est possible de passer le taux variable à taux fixe sans que cela nous coûte très cher. Mais l'évolution des taux n'est pas décidée par la Métropole. Ni par le Gouvernement. Cela dépend de beaucoup de variables. La durée résiduelle de notre dette est par ailleurs de 18 ans. Avec une maturité d'emprunt adaptée à la nature des investissements portés. Concernant la diversification de la dette, nous avons 14 prêteurs, ce qui montre que notre risque de contrepartie est sécurisé. Pour 2018, les objectifs sont de maintenir les équilibres entre les emprunts à taux fixe et à taux variable. Également, de bénéficier de taux attractifs avec les conditions actuelles en matière de souplesse de l'offre d'emprunt. Il s'agit également de poursuivre l'analyse des risques ; nous avons deux emprunts structurés que nous suivons comme le lait sur le feu et nous essayons d'optimiser, suivant l'évolution des marchés. Nous pouvons ainsi passer de fixe à variable et inversement. Nous prévoyons pour 2018, 68 millions d'euros d'emprunt pour le budget principal qui seront réalisés pour autant que les investissements prévus soient eux-mêmes réalisés. Cela porterait notre dette, pour les six budgets, à 980 millions d'euros. Vous avez le graphique d'évolution de la dette.

Au total, sur les grands équilibres financiers, la seule ligne intéressante sur le budget de fonctionnement concerne les mouvements réels. Au BP 2017 nous sommes à 448 millions d'euros et, au BP 2018, nous passons à 479 millions, soit une augmentation de 7 %. Il faut retraiter à périmètre constant et, alors, nous sommes à 454 millions d'euros. Et l'augmentation n'est plus que de 1,3 %. Nous respectons donc la règle de l'État.

Concernant les perspectives financières, et les principaux ratios, l'épargne brute de 113 millions d'euros est maintenue à 118 millions en 2018, l'épargne nette passant de 59 millions d'euros à 61 millions d'euros, le taux d'épargne restant à 20 %. La capacité de désendettement se situant à environ huit ans. Il s'agit donc d'un très bon budget, pour la partie financière.

Ces chiffres correspondent à des opérations qui seront détaillées dans le budget primitif ainsi que dans le débat qui suivra, sur les opérations budgétaires. Il s'agit de grandes opérations d'investissement dans le domaine économique, dans le tourisme et dans l'industrie, reposant sur les piliers de la Métropole, comme la *French Tech*, la cité intelligente, l'industrie nouvelle et créative, le tourisme, l'international, l'agro écologie, l'alimentation, l'enseignement supérieur et la recherche. De nouvelles autorisations de programme sont prévues avec 7,2 millions d'euros pour la cité intelligente, 4 millions d'euros pour le schéma directeur d'aménagement numérique. Pour l'aménagement opérationnel, il y a des acquisitions foncières, qui sont prévues à hauteur de 19 millions d'euros, dont 7 millions d'euros en crédits de paiement, dès 2018.

Concernant le transport et la mobilité, il s'agit d'opérations concernant, dans la continuité du bouclage de la ligne quatre, les études relatives à la ligne cinq, les études sur la branche Nord, Saint-Eloi, Clapiers, la poursuite des études pour obtenir une DUP modificative sur la branche Ouest, et les études pour l'extension de la ligne un vers la nouvelle gare, qui sont prévues en 2018. Pour le réseau bus, 11 bus au GNV sont proposés et prévus dans le budget. L'année 2018 sera l'année de renouvellement de la délégation de service public, avec des conséquences que nous ne connaissons pas encore.

Dans le domaine de l'urbanisme, de l'habitat et de la cohésion sociale, les études seront poursuivies, concernant les études observatoires, les garanties d'emprunt au bénéfice des bailleurs sociaux, etc. Une autorisation de programme de 16,8 millions d'euros est prévue, pour l'aide à la pierre. Je vous rappelle également, pour répondre à nos obligations, que la Métropole a confié à la SA3M les études et la réalisation d'un réseau de 260 places sur des aires d'accueil des gens du voyage et 680 places d'aires de grand passage pour un coût prévisionnel estimé à 18 millions d'euros. Le cimetière intercommunal est estimé à 37 millions d'euros et fait partie de nos prévisions. Pour la gestion des espaces publics, il y a des autorisations de programmes qui sont prévues en ce qui concerne la voirie. Pour 2018, elles seront examinées en relation étroite avec chacune des communes et corrigées éventuellement par vos décisions concernant l'attribution de compensation en investissement si vous voulez aller au-delà des 70 % sur lesquels vous vous êtes engagés. Des autorisations de programmes sont prévues à hauteur de 82 millions d'euros, dont 53 millions d'euros de crédits de paiement, dès 2018. Dans l'environnement et la gestion des déchets, des autorisations de programmes sont prévues pour l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets ménagers pour DEMETER à hauteur de 20 millions d'euros. Pour la modernisation du parc des déchetteries, à hauteur de 7 millions d'euros. En 2018, il y a également la nouvelle compétence exercée par la Métropole sur la GEMAPI. Nous démarrons également en 2018 le programme pluriannuel des travaux d'amélioration de la station MAERA. Nous proposons donc d'ouvrir des autorisations de programmes pour 2018 dont vous avez la liste affichée.

Concernant les sports, Montpellier va confirmer son statut de capitale sportive. Nous allons préparer la coupe du monde féminine en 2019. Il y a des équipements structurants qui sont également prévus. L'année 2018 verra également la fin du chantier de la quatorzième piscine. La Métropole poursuivra également son action en faveur des 27 clubs et associations évoluant au plus haut niveau et apportera son soutien à l'organisation des manifestations de niveau local, national, et international. Il faut ajouter également les études économiques, techniques et financières pour le nouveau stade.

Concernant la culture, il faut noter la réouverture de la médiathèque Aimé Césaire qui a été ouverte en 2018. Nous intégrons un quinzième établissement avec la médiathèque Jules Verne. Il y a également un nouveau conservatoire à rayonnement régional qui doit voir le jour à l'horizon 2020 : le démarrage des travaux est prévu en 2018. Le futur centre d'art contemporain de la Métropole ouvrira le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et des travaux sont donc prévus en 2018, il y a des financements à prévoir. Des autorisations de programmes sont donc prévues comme vous le voyez dans le document.

J'arrive à la conclusion. Ce débat préfigure donc un budget 2018 ambitieux pour développer l'ensemble des services publics que les 31 communes ont confié, sur les 50 dernières années, d'abord au District, puis à l'Agglomération, et enfin à la Métropole. Jusqu'à aujourd'hui, la Métropole a su pérenniser sa situation financière afin de mettre en place nos projets sereinement. Il y a également 0 % de hausse de la fiscalité, 10 % de hausse de l'investissement en 2018, 1,4 milliard d'euros d'investissements prévus d'ici 2021. Nous vous proposons donc ce soir une équation budgétaire ambitieuse mais solide, au service des 31 communes du territoire. Mes chers collègues, je conclus en vous disant que j'ai présenté les bases du projet de budget mais que je tiens à préciser, car je ne veux pas attirer toute lumière sur moi, qu'il s'agit d'un travail collectif de tous les élus de la majorité, de tous les Vice-Présidents, pourquoi pas des membres de l'opposition, et de tous les services sous l'autorité du Président. Je veux les remercier chaleureusement de leur soutien et de leur concours. Je voudrais également remercier l'administration qui a apporté son expertise à cette réalisation. Monsieur le Directeur Général des Services, je vous prie de leur faire connaître ma reconnaissance.

Permettez-moi également de remercier Madame BEREGI, Madame Emilie DREUX de la Direction des Finances et Madame Cécile BERNARD. La citation que je vais vous transmettre est issue d'une chanson brésilienne, elle est de Dom Hélder Câmara : « *Lorsque l'on rêve seul, ce n'est qu'un rêve. Lorsque nous rêvons ensemble, c'est le commencement de la réalité* ». Merci, chers collègues.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur LEVITA. Vous avez la parole pour le débat d'orientations budgétaires. Ceux qui veulent aller aux vœux de la Région parlent en premier, M. MEUNIER, M. GRAND, Mme BRISSAUD, M. ROUILLAUT, M. LANNELONGUE, M. REVOL, M. RAYMOND, Mme DARDE. Il y a d'autre candidat ? Je vous fais voter la liste. M. MEUNIER.

### **Cyril MEUNIER**

Merci cher Max pour cet exposé. Je rappelle que nous l'avions déjà entendu, puisque nous avons participé à la conférence des maires. Comme l'avait dit le Président tout à l'heure, la proposition sur les ACI que vous avez faite a été adoptée à l'unanimité des exprimés. Cela veut dire que certains ne se sont pas exprimés. Pour ma part, je me suis abstenu. Nous étions trois. Parfois la minorité a raison sur la majorité, même si c'est la majorité qui gagne. Il y a beaucoup de minorités qui ont parfois eu tort et ont ensuite eu raison.

Nous nous sommes abstenus parce que nous sommes persuadés que nous pourrions aller vers une AC totale prise sur notre investissement, ce qui arrangerait toutes les communes, et notamment Montpellier. C'est pour cette raison que nous nous sommes abstenus.

Par ailleurs, je me suis également abstenu car ce système constitue une avancée, et c'est pourquoi je n'ai pas voté contre, mais il repose sur la capacité de chacune des communes à rajouter à son AC une AC complémentaire. En ce sens, je considère que ce système peut être intéressant pour les communes qui en ont la capacité, dont celle de Lattes. Mais il y a des communes au sein de l'assemblée, qui n'auront pas ou que très peu de possibilités en la matière. Si on lie la participation et le soutien sur le budget général de la Métropole à l'investissement de ces communes et à ce qu'elles peuvent y mettre jusqu'à concours de 30% : c'est évident que l'on favorise les communes qui ont les capacités à le faire et que l'on n'a pas, comme je l'appelle de mes vœux, une politique de solidarité entre les communes à l'intérieur de l'intercommunalité. Une intercommunalité n'est pas seulement un organisme de comptabilité mais un organisme de solidarité et de marche en avant. Comme l'a dit Max, à la fin de son intervention, si on est que quelques-uns à rêver au sein de cette intercommunalité, et que d'autres n'ont pas le droit de rêver –moi, j'ai même le droit de fantasmer, c'est extraordinaire, j'ai tous les droits– cela ne permet pas de faire jouer la solidarité. Voilà pourquoi je me suis abstenu, et pourquoi deux autres se sont abstenus.

Dont acte sur la non-augmentation de la fiscalité. Ceci étant, je rappelle, contrairement à ce que j'ai lu dans la presse, que la GEMAPI n'était pas une compétence d'État mais une compétence que nous avions dans les communes. Compétence transférée à l'intercommunalité qui avait, depuis 2007, je crois, pris la compétence travaux et la compétence de gestion hydraulique. Nous avons donc, en général, environ 7 millions d'euros de budget moyen (même si certaines années nous avons réalisé d'importants investissements) qui étaient pris sur le budget général. Les 3 millions d'euros gagnés avec l'instauration de la GEMAPI représentent ainsi une augmentation de fiscalité. Tout du moins, selon mon interprétation, puisque l'on va chercher dans la poche de nos contribuables 3 millions d'euros qui étaient, avant, fléchés sur le budget général.

Dernier point, il y a dans la présentation du débat d'orientations budgétaires la notion de grandes infrastructures. Je pense que nous devons en parler. Concernant MAERA, la commune de Lattes demande compensation par rapport aux efforts qui lui sont demandés. En particulier au regard de l'acceptation par la population d'une usine d'incinération pour les boues liées à cette structure. Nous demandons également une extension de la concertation, pour expliquer de manière plus précise ces éléments aux gens. Nous demandons également des compensations et, entre autres, des infrastructures, comme pour le pont sur le Lez, pour permettre de désengorger l'ensemble de notre territoire littoral dans lequel j'intègre le Sud de la ville de Montpellier, Pérols, Lattes, Saint Jean de Védas et la jonction avec Mauguio.

### **Monsieur le Président**

Concernant les désagréments liés à MAERA, cela ne concerne pas que Lattes. Il y a aussi la Cérérède qui n'est pas seulement à Lattes, mais aussi à Montpellier. Avec tout le quartier de la Rauze notamment.

### **Cyril MEUNIER**

La Cérérède est à 90 % sur le territoire de Lattes et je suis ravi que le maire de Montpellier se rappelle qu'elle est en partie sur son territoire ! Car, dans toutes les démarches du SCoT et du PLU, j'aimerais que nous ayons un travail en commun, en particulier sur le Sud de Montpellier et du Nord de Lattes, autour de Montels l'Eglise.

J'aimerais qu'on puisse travailler entre Montpellier et Lattes, car aujourd'hui, la structure de travail par pôles mise en place a beaucoup de qualités, mais ne permet pas de gérer ces territoires limitrophes. J'ai la même problématique avec Isabelle GUIRAUD sur la partie Ouest du territoire lattois. Nous devons travailler ensemble sur ces interstices.

J'en profite pour dire que, personnellement, je considère, au regard de tous les enjeux que nous avons, et en particulier l'augmentation démographique et le besoin de soutenir l'économie, que je ne suis pas favorable au report du travail sur le PLUi et sur le SCoT après l'élection de 2020. Je n'en fais pas un argument politique et je suis tout à fait capable, comme la plupart d'entre nous, je pense, de partir aux élections en étant totalement transparent sur un PLU qui pourrait être sorti le plus rapidement possible. Sinon, nous allons perdre cinq ans de capacité de travail sur notre territoire. Et cela ne fait pas de moi un maire bétonneur.

**Monsieur le Président**

Nous ne pouvons que vous féliciter sur ce point, sur la maîtrise foncière de votre ville et de l'expansion urbaine. Elle est mesurée. J'ai regardé les pourcentages sur la carte proposée par *Midi-Libre*. Ce n'est pas comme sur certaines communes, où on est allé bon train.

**Cyril MEUNIER**

On peut dire qu'elle est programmée.

**Monsieur le Président**

Elle est mesurée.

**Cyril MEUNIER**

Et assumée.

**Monsieur le Président**

Je n'ai rien à dire là-dessus.

Candidat suivant, Monsieur GRAND.

**Cyril MEUNIER**

J'ai besoin de vous pour connaître mes fantasmes. À quoi suis-je candidat, moi ?

**Monsieur le Président**

On vous prête beaucoup d'intentions.

**Cyril MEUNIER**

Par contre, à la fin du DOB, j'irai à la Région. Parce que je considère qu'il faut que la Métropole soit présente à la Région et qu'il n'est pas normal que l'un d'entre nous n'ait pas été désigné par vous pour aller à la Région.

**Monsieur le Président**

Je remercie Madame DELGA de m'avoir associé à ses propos sur le soutien à la ligne Montpellier-Perpignan et je la remercie aussi pour les 1,9 million d'euros qu'elle nous a accordés pour la déviation de Castries.

**Cyril MEUNIER**

Je n'ai aucun doute sur la correction de la Présidente de la Région à l'égard de la Métropole et des communes de la Métropole.

**Monsieur le Président**

Candidat suivant : Monsieur GRAND.

**Jean-Pierre GRAND**

Concernant les AC nous ne demandons qu'une chose : que les AC déjà calculées et payées par nos communes soient imputées en investissement. Pour chaque commune, ce sont des sommes considérables. Je ne prendrai qu'un seul exemple, la commune de Pérols. Les contribuables de cette ville doivent savoir que 700 000 euros de recettes de fonctionnement rentreraient dans le budget de la commune. Je suppose que cela mettrait du beurre dans les épinards. Chaque maire devra analyser l'intérêt qu'il a. Aujourd'hui, nous proposer de faire des dépenses supplémentaires alors que les plus petites communes ne pourront pas le faire et appliquer la règle que l'on vous demande d'appliquer sur ce que l'on paie déjà, me paraît quand même peu aimable vis-à-vis des petites communes en difficulté. En revanche, pour la Ville de Montpellier, c'est tout bonus. Je suis un peu mandaté par mon conseil municipal...



**Monsieur le Président**

Cela vous aidera pour les municipales.

**Jean-Pierre GRAND**

Je ne vais pas entrer dans ce débat

**Monsieur le Président**

Il va pourtant bien falloir que vous y rentriez car à force de parler dans le dos des gens et dans les alcôves, il va falloir que vous preniez les choses en face. Comme un homme.

**Jean-Pierre GRAND**

Je ne parle pas dans le dos. Et, si vous l'acceptez, je vais vous parler très directement. À condition qu'on me laisse la parole.

**Monsieur le Président**

Allez-y. Je n'attends que cela.

**Jean-Pierre GRAND**

Naturellement, je me félicite qu'un dossier d'étude soit financé par la Métropole concernant la construction d'un nouveau stade. Je ne demande pas quelque chose de compliqué : que l'actuel stade de la Paillade porte déjà le nom de « Louis NICOLLIN » qui, naturellement, ensuite, sera transféré au nouveau stade.

**Monsieur le Président**

Mais, vous vous substituez à la famille ! Et vous vous substituez à Louis NICOLLIN qui, de son vivant, a dit ce qu'il voulait. C'est incroyable, ce que vous dites !

**Jean-Pierre GRAND**

Effectivement. C'est à la condition que la famille le souhaite.

**Monsieur le Président**

Mais Louis NICOLLIN ne voulait pas cela.

**Jean-Pierre GRAND**

On ne se sert pas de Louis NICOLLIN.

**Monsieur le Président**

Comment, on ne s'en sert pas ? Je vais le citer, car je savais que vous diriez cela. Je vous connais comme si je vous avais fabriqué. Je vous cite Louis NICOLLIN, dans un article de *Ouest-France*, du 30 novembre 2016 : « *nous sommes tristes pour la Paillade, mais c'est une question de survie pour le club – a expliqué Louis Nicollin, truculent fondateur du Club âgé de 73 ans - Dépêchez-vous de le construire, car j'aimerais bien l'inaugurer, ce nouveau stade.* »

**Jean-Pierre GRAND**

Cela n'a rien à voir avec ce que je viens de vous dire...

**Monsieur le Président**

On est là en pleine paranoïa !

**Jean-Pierre GRAND**

Si je pouvais m'exprimer, on gagnerait du temps. Ce serait aimable. Et je pourrais aller aux vœux de Madame la Présidente.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas un psychologue qu'il faut, c'est un psychiatre.

**Jean-Pierre GRAND**

Concernant le nom, j'ai dit ce que j'avais à dire, et vous confirmez ce que je viens de dire.

**Monsieur le Président**

Non, non. Je ne le confirme pas du tout. Je dis le contraire. Mais vous mentez tout le temps. Arrêtez de mentir.

**Jean-Pierre GRAND**

Soyez gentils, laissez-moi m'exprimer deux minutes.

**Monsieur le Président**

Mais arrêtez de mentir. Monsieur REVOL, dites-lui d'arrêter de mentir. Vous qui avez baigné dans la même eau du Lez.

**René REVOL**

Dans police, il y a policé.

**Monsieur le Président**

Et il y a polisson, aussi. Monsieur GRAND, poursuivez. Votre camarade de natation vous le demande.

**Jean-Pierre GRAND**

Je n'ai pas envie de lever le ton, je n'ai pas envie de faire de la polémique et de vous affronter autrement que comme j'aime le faire c'est-à-dire de façon polie, et convenable. Je voudrais continuer et je vous demanderai, vous qui exercez la police de cette assemblée, de commencer par vous autodiscipliner vous-même.

Concernant le stade, il me paraissait naturel qu'un élu demande au Président de parler avec ses collègues du Conseil de Métropole avant d'annoncer la première pierre dans 18 mois. Je considère que c'est un dossier important, structurant, symbolique, que je souhaite, que j'appelle de mes vœux dans son aboutissement. Mais il se trouve, Monsieur le Président, que nous avons une certaine expérience des choses. Quand j'ai dit que nous allions travailler sur ce dossier avec d'autres collègues, c'est parce que nous vous remettons un dossier sérieux, étudié, et qui éclairera les avis de l'assemblée. Il nous faut un peu de temps pour le faire. Nous allons le faire avec sérieux, détermination, et nous vous le remettons. Les collègues en auront une copie. Je veux simplement que l'on sache où on va. Pas plus.

Autre sujet, dans le débat d'orientations budgétaires, concernant l'investissement et les études : je suis mandaté par le Conseil Municipal de Castelnau, dont je ne suis plus le Maire mais simplement conseiller municipal. Mais je représente ici la commune avec mes deux autres camarades de la majorité et un de l'opposition. Je souhaite informer notre Assemblée sur la nécessité absolue de travailler sur le dossier du passage à niveau PN39. J'ai lu, entendu et écouté ce qui avait été dit à ce sujet et je n'entrerai pas dans la polémique. Je veux simplement aujourd'hui répondre. Je rappelle à mes collègues des éléments objectifs et vérifiables de cet important dossier. Et je vous demanderai, à l'issue de cette démarche, que vous avanciez, dans des inscriptions budgétaires.

Le PN39 est classé prioritaire en raison de sa dangerosité liée à un trafic local de transit dense venant du Sud. De nombreuses personnes travaillant ou se rendant dans les parcs d'activités Mermoz et Castelnau 2000 l'empruntent chaque jour et notamment de très nombreux usagers de l'agence pôle emploi venant à pied depuis la station de tramway. Vous connaissez le trafic ferroviaire de près de 250 trains par jour. À la fin 2007, il y a donc 10 ans, en prévision de l'urbanisation du Sud, il avait été décidé de lancer une étude préliminaire de suppression de ce passage. La SNCF, la DDTM, l'Agglomération d'alors, et la ville de Castelnau ont été associées à cette étude achevée en 2008. Le comité technique chargé du suivi du dossier a opté pour la création d'un passage souterrain à gabarit réduit. L'enveloppe se montait alors à 18,1 millions d'euros. Ce montant avait refroidi les enthousiasmes au point que la Ville de Castelnau avait été obligée de saisir à nouveau l'État pour faire avancer ce dossier. C'est ainsi qu'une réunion s'est tenue en préfecture le 29 mars 2010. Une nouvelle étude a alors été lancée. Cofinancée à parts égales par la SNCF, l'Agglomération, et la Ville de Castelnau. Une solution technique optimisée a évalué l'enveloppe budgétaire des travaux à 11 millions d'euros aux conditions économiques de mars 2011. Lors de la présentation de cette étude en 2012, il a été confirmé que l'État financerait ce projet à hauteur de 50%, les autres 50% devant être financés par les collectivités locales concernées. Après un long silence et de multiples relances, ces modalités de financement ont été confirmées par un courrier de la DDTM, le 27 mars 2015. Adressé conjointement à vous, Monsieur le Président, et à moi-même, alors maire de Castelnau. À ce jour, la SNCF n'a pas modifié sa position, comme l'a redit récemment son directeur régional.

Je rappelle que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, donc depuis trois ans, l'avenue Marcel Dassault relève de la compétence de la Métropole devenue gestionnaire de cette infrastructure et interlocuteur principal pour la mise au point d'un partenariat technique et financier de cette opération. L'État, que j'avais à nouveau saisi, prévoit très prochainement une réunion en Préfecture avec le Maire de Castelnau et, je le suppose, les acteurs du dossier, dont la Métropole.

Avant de conclure, je voudrais rappeler trois éléments qui ne peuvent être ignorés. La Ville de Castelnau a toujours estimé devoir être partenaire technique et financier de ce projet, dans des proportions acceptables. Toutefois, la Communauté d'Agglomération, déjà compétente en matière de voirie communautaire, avait alors décidé de privilégier la réalisation de l'avenue Georges Frêche, dite « quatrième ceinture », le pont rail SNCF qui l'accompagnait, voirie qui dessert les quartiers du millénaire et Eureka de Montpellier. Plus tard, l'Agglomération a subordonné sa participation financière (et, peut-être, Monsieur le Président, n'en êtes-vous pas informés, et j'ai donc le devoir de vous en informer ce soir) au projet de suppression du passage à niveau, à l'urbanisation des espaces viticoles voisins, je dirais un peu outrancière. En particulier, le secteur du clos de l'armée, dans le cadre d'une étude menée par la SERM. Je me suis opposé à cette densification. Nous pourrions vous transmettre les plans que nous avons reçus pour que tout le monde en prenne connaissance. Je me suis donc opposé à cette densification démesurée sur des terres agricoles. Vos récents propos sur le bétonnage de certaines communes et surtout vos difficultés actuelles avec la Chambre d'Agriculture dans l'élaboration du SCoT me donnent, *a posteriori*, raison. De plus, cette voie est désormais l'un des accès à l'extension de la ZAC Eureka. 240 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, 1 800 logements et de nombreuses entreprises. Je voudrais, à cet égard, rappeler que c'est à la demande expresse de la Métropole, que j'ai cédé pour la construction de logements sociaux et non sociaux à la ZAC Eureka. Cela permettait un équilibre de ce parc d'activités merveilleux. À partir de ce moment-là, nous avons accepté cette évolution du projet. Mais cette urbanisation a été modifiée pour la raison que je vous indique. Vous avez confié l'aménagement à la SERM qui s'en acquitte parfaitement. Mais vous n'envisagez toujours pas la desserte en transports en communs dans le cadre du schéma de mobilité toujours en attente et qui est d'ailleurs extrêmement absent dans le débat d'orientations budgétaires ce soir.

Pour finir, je dirais que la commune a fait preuve de vigilance. Tous les permis de construire des immeubles situés entre l'avenue de l'Europe et le passage à niveau ont pris en compte les obligations techniques et en particulier les emprises foncières nécessaires à la réalisation du futur passage souterrain. Chacun pourra donc juger combien les quolibets de ces dernières semaines contre la ville de Castelnau en particulier et contre moi-même se retournent ce soir contre leurs auteurs. Monsieur le Président, je tenais à rétablir la vérité technique sur ce dossier au nom du devoir d'une information juste que tout élu doit à ses concitoyens.

Je rappellerais aussi, Monsieur le Président, que vous avez raison d'utiliser la dynamique de notre Métropole mais je ne peux pas passer sous silence le fait que, d'un côté, vous louez cette dynamique de la Métropole et notamment son expansion et que, de l'autre, vous montrez du doigt les communes qui construisent, en partenariat avec vous et vos prédécesseurs ! Nous appliquons des règles qui nous sont imposées par la loi. Je rappelle que, lorsqu'on construit une ligne de tramway, il y a une DUP avec des obligations absolues de construire en toute proximité. Je rappellerais également, Monsieur le Président, parce que j'ai vu que vous avez un jour fait allusion à cet élément, que, dans les dernières lois du gouvernement que vous souteniez alors, il y avait des obligations nouvelles sur le stationnement qui font que nous ne pouvons pas construire autant de places que nous le souhaiterions, dans tous les immeubles, dès lors qu'ils sont situés à moins de 500 mètres d'une station de tramway ou de transport en commun en site propre. Nous avons respecté les obligations. Au Sud, Monsieur le Président, nous souhaitons préserver une coulée verte, comme cela été le cas au Nord, à l'Ouest, ou à l'Est. Je pense que vous reviendrez un jour visiter le quartier de Caylus et vous verrez alors ce que c'est qu'une ville construite, comme le disait Alphonse Allais, « *à la campagne* ». Il y a 10 hectares construits pour 90 ha protégés avec à la fois de l'espace vert, et de l'espace viticole, que nous avons remembré et replanté pour cultiver des vignes au cœur de la Métropole. Voilà ce que je voulais dire, sans polémique, avec la courtoisie que j'estime vous devoir. Je voulais vous apporter ces éléments.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur GRAND, j'aime beaucoup quand vous êtes courtois. Simplement, je voudrais rappeler deux éléments. Concernant le passage à niveau je donnerai la parole au Maire de Baillargues qui a beaucoup d'expérience dans ce domaine et au Maire de Pérols auquel vous avez fait référence. Mais je rappelle que vous avez voté le nouveau stade.

### **Jean-Pierre GRAND**

*(Propos hors-micro).*

### **Monsieur le Président**

Vous l'avez voté. Vous aviez dit que vous étiez contre et, ensuite, vous avez fait un tweet, pour dire que vous étiez pour. Je vous rappelle le vote de la délibération. Il y avait quatre abstentions : Monsieur DUDIEUZERE, Monsieur MOYNIER, Monsieur RAYMOND et Monsieur REVOL. Trois avaient voté contre : Madame JAMET, Monsieur LARUE et Monsieur MARTIN. C'est le vote !

## **Jean-Pierre GRAND**

*(Propos hors-micro).*

## **Jean-Luc MEISONNIER**

Je suis très étonné de la volte-face du sénateur concernant l'inquiétude qu'il peut avoir sur la suppression du passage à niveau de Castelnau. Je me souviens que, fraîchement élu en 2001 à la Mairie de Baillargues, mon souci a été de sécuriser avant d'urbaniser le secteur du golf et de mettre en priorité la suppression du passage à niveau. Je me souviens que Monsieur GRAND, alors député et m'avait dit que ce n'était pas à moi de financer, avec l'argent de la ville de Baillargues, un tel équipement et un tel ouvrage. J'y avais donc réfléchi à deux fois.

Monsieur GRAND, vous devriez avoir honte de revenir sur des propos alors que vous prétendiez et souteniez le contraire sur le territoire de Baillargues, que je pense connaître un peu mieux que vous, concernant les aménagements, peut-être parce que, moi, je n'ai pas d'action dans le groupe Lafarge... À cette époque, vous m'aviez, d'une manière même vindicative, dit : « *Jean-Luc, ce n'est pas toi de financer. Ne mets pas d'argent municipal dans la suppression du passage à niveau de ta commune* ». Je ne t'ai pas obéi, Jean-Pierre. J'ai fait ce qui me semblait être bon pour la sécurité des contribuables qui agissent sur ce territoire, car il n'y a pas que ceux de Baillargues, et surtout pour mettre en sécurité la route départementale 26 qui était très fréquentée.

Avant tout, j'ai pris garde de ne pas urbaniser de part et d'autre parce que, dès qu'on urbanise, surtout à proximité d'un tel ouvrage, cela engendre des coûts supplémentaires qui sont aujourd'hui bien fléchés sur le territoire de Castelnau. Mais je ne viendrai pas sur ce territoire, car tu sembles maintenant vouloir faire volte-face et laisser à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, à l'époque adjoint à l'urbanisme, la responsabilité et le soin de régler les problèmes avec la Métropole. Quoiqu'il en soit, je trouve déplorable que tu prétendes maintenant que la Métropole doit assumer alors que tu as urbanisé tout un couloir le long du tramway. Je ne sais pas si tu as fait des provisions financières, notamment avec tous les aménageurs qui ont pu urbaniser, pour pouvoir réaliser la suppression du passage à niveau. Car, cette suppression sur le territoire de Castelnau est bien sûr nécessaire. Mais elle ne saurait impliquer la Métropole vues les contraintes budgétaires qu'a soulignées Max. Je déplore le fait qu'à l'époque, député, tu défendais le fait qu'une commune puisse participer, même si elle n'était pas associée, normalement, puisque cela relevait de l'État et de la SNCF, alors que, maintenant, tu dis que tu es prêt à financer, avec la commune de Castelnau, cette suppression du passage à niveau. Je ne comprends pas bien cette volte-face mais je crois qu'il faut un peu d'honnêteté, dans la vie, même si l'on passe de député à sénateur.

## **Monsieur le Président**

Monsieur GRAND, dans votre propos, vous avez cité la Communauté d'Agglomération or, je vous rappelle qu'avant 2015, elle n'était pas compétente en termes de voirie ni en termes de ferroviaire. La voie dont vous parlez était communale. Monsieur le maire de Pérols.

## **Jean-Pierre RICO**

La Ville de Pérols a été prise en exemple et la population a été prise à témoin. Je pense que c'est un très, très, très bon exemple. L'attribution de compensation pour la part investissement n'est pas de 700 000 euros mais de pratiquement 1 million d'euros. Je tiens, à cette occasion, à féliciter la Métropole et le pôle voirie et le pôle littoral car nous avons eu l'occasion, ensemble, Monsieur le Président, d'inaugurer une série de travaux et de traverser la ville. Tout le monde a pu se rendre compte de l'intégralité du travail réalisé sur le domaine public, qui montre que l'intégralité de l'attribution de compensation a été investie sur mon territoire. Aujourd'hui, les habitants sont gagnants, avec ce dispositif.

Par ailleurs, il y a trois ans, lorsque j'ai été élu, nous étions en déficit de logements sociaux. Compte tenu de la loi SRU et de la loi Duflot, nous avons été mis en carence. Depuis quatre exercices, je jette par la fenêtre 500 000 euros d'amende ! J'ai fait appel aux parlementaires à l'époque. Je les ai appelés au secours. J'ai reçu de beaux courriers. Mais je continue à payer 500 000 euros par an. Aujourd'hui, grâce à la Métropole, et au travail qu'elle a réalisé, grâce aux investissements réalisés sur mon territoire, au travail réalisé par la SERM, au travail de la SA3M (qui a réalisé 27 millions d'achats de foncier sur mon territoire, pour permettre de générer le projet Ode et pour permettre d'accompagner la Ville dans la création de logements sociaux) au 1<sup>er</sup> janvier 2018, grâce à la Métropole, à la SERM, à la SA3M, la Ville de Pérols vient de sortir de la carence. Au lieu de payer 500 000 euros nous allons payer seulement 200 000 euros d'amende. Nous réalisons donc 300 000 euros d'économie, correspondant aux 30% de l'ACI. Je vais donc les investir, avec les 300 000 euros de la Métropole, à partir de 2018. Nous pourrions donc investir 1,6 millions d'euros sur la commune ce qui va me permettre de rattraper 25 ans de retard et de mettre en phase ma commune avec un fonctionnement normal. Merci, Monsieur le Sénateur d'avoir pris Pérols comme exemple dans votre intervention et d'avoir pris sa population à témoin.

**Jean-Pierre GRAND**

Je désespère d'expliquer ce dossier à Monsieur RICO. Il se débrouillera avec son Conseil Municipal et ses électeurs.

**Jean-Pierre RICO**

Il n'y a aucun souci, Monsieur GRAND.

**Jean-Pierre GRAND**

Concernant Monsieur MEISSONNIER, cher Jean-Luc, je t'ai connu plus aimable à mon égard. Ce que tu as dit là n'est pas très sympa, et je vais te dire pourquoi. D'abord, cela veut dire que tu n'as pas écouté ce que j'ai dit tout à l'heure, ou alors tu ne l'as pas retenu. Ce qui est possible. J'ai expliqué que l'urbanisation qui avait été réalisée au début, sur l'avenue Marcel Dassault, tenait compte des plans que nous ont donnés les études. Concernant le Sud du passage à niveau, j'ai refusé les immeubles que voulait construire la Métropole. A l'époque, parce que tu étais parti tout feu tout flamme, comme souvent, pour tout payer, je t'avais dit que ce n'était pas ton rôle de tout payer. D'accord pour payer un peu : oui, mais pas tout. C'est simple ! Voilà ce que j'avais dit. La mémoire, ça aide.

**Monsieur le Président**

C'est-à-dire qu'il y en a qui ne veulent rien payer et d'autres qui veulent tout payer. Et ceux qui ne veulent rien payer, parfois, arrivent même à diminuer les impôts. Je ne suis pas dupe.

**Jean-Pierre GRAND**

*(Propos hors-micro).*

**Monsieur le Président**

Vous direz bonjour à Monsieur BONNAL, car il est déjà à la Région.

**Jean-Pierre GRAND**

*(Propos hors-micro).*

**Max LEVITA**

Monsieur le Sénateur, vous n'entendrez pas ma réponse : c'était un débat. Si vous aviez posé des questions, j'aurais répondu. Vous ne l'avez pas fait, ce n'est pas un débat.

**Monsieur le Président**

Cela fait un joli couple, tous les deux. Un couple de candidats. Regardez comme ils sont beaux. Je vois déjà le deuxième tour.

**Jean-Pierre GRAND**

*(Propos hors-micro).*

**Monsieur le Président**

Monsieur Grand, vous ne comprenez rien : Monsieur REVOL n'est pas communiste, il est France insoumise. Et les communistes et la France insoumise sont en train de se déchirer. D'ailleurs, je trouve que Pierre LAURENT est solide.

**Jean-Pierre GRAND**

*(Propos hors-micro).*

**Monsieur le Président**

Cela va nous arranger. Nous, les 400 m<sup>2</sup>, nous les donnons au Musée. C'est une association et, à ma connaissance, les maires n'ont pas pouvoir sur l'association. Elle est libre. En plus, elle embauche un personnel du Département de l'Hérault. Donc, je demanderai son avis à Monsieur MESQUIDA. Ou à son vice-président, Monsieur le Maire de Jacou.

Vous participez alors que vous n'êtes pas obligé. Quand le Département participe alors qu'il n'est pas obligé, je le souligne. Je m'extasie. Et je remercie. C'est une histoire d'amour avec le Département. Les gens ne comprennent pas. Ils regardent par le petit bout de la lorgnette. Madame BRISSAUD.

## **Anne BRISSAUD**

Reprenons ce passionnant débat. Monsieur le Président, chers collègues, je commencerais mon propos par un rappel. Et ce n'est pas la première fois que je vous le dis. Mais vous continuez de l'ignorer. Cette Assemblée n'est pas composée uniquement de maires. Dès le deuxième paragraphe de l'introduction de ce débat d'orientations budgétaires, cela tourne mal. Vous pensez ce que vous voulez sur les fondements de la Métropole, c'est votre droit, et je n'en pense pas moins, mais la loi s'impose à tous - du moment que le Parlement ne l'a pas changée. Chaque élu ici présent compte pour un. Ne vous en déplaît. Et, les maires, dont je respecte entièrement la légitimité, par ailleurs, représentent un tiers de cette assemblée. Je ne sais pas si vous avez lu le deuxième paragraphe. Cela vaut le coup de le relire, sinon. Je vous le demande, faut-il sortir, Monsieur le Président, si l'on n'est pas maire, ou pas encore, ou alors peut-on reprendre, en considérant qu'il y a ici beaucoup plus de conseillers que de maires ? Je ne considère pas que la loi du nombre fasse loi. C'est vraiment un pour un. Cette assemblée délibérante est donc composée de représentants de l'ensemble de la population de la Métropole. Ce qui semble une simple formalité pour vous, une contrainte, est pourtant, dans l'esprit de la loi, un outil de représentation et bonne gestion de la Métropole. Que l'on soit d'accord ou non avec la constitution de l'Agglomération, de la Métropole, ou des regroupements de communes, cette assemblée n'est donc pas une réunion de maires. D'ailleurs, au vu de cette nouvelle organisation, et de l'ambiance actuelle, il semble que cela soit mieux pour vous.

*Des propos sont tenus hors micro.*

## **Anne BRISSAUD**

Si je peux continuer, après le Roi Saurel et sa Cour, il semblerait que nous entrions dans l'ère des mousquetaires. Vous choisissez une formule qui semble en dire long, « *la Métropole pour tous, tous pour la Métropole* ». Alors, là, chapeau ! On ne comprend pas trop le sens de cette formule. Qui sont les mousquetaires ? Pour être le héros de ce nouveau chapitre, il faudrait que vous soyez d'Artagnan. Mais, dans ce cas-là, qui est votre Roi ? À moins que cela soit encore vous le Roi. Si c'est encore vous le Roi, qui sont les mousquetaires ?

## **Monsieur le Président**

Je ne comprends rien ! Parlez-moi du DOB.

## **Anne BRISSAUD**

Justement, je vais y venir. Il faudrait que l'on soit au courant de qui sont les mousquetaires. Vous dites que vous constituez ce projet pour la Métropole, donc, « *tous pour la Métropole* » avec vous, mousquetaires. Donc, j'aimerais bien qu'ils se dévoilent. Et que l'on sache s'ils sont au courant, eux-mêmes, qu'ils sont des mousquetaires.

## **Monsieur le Président**

Dites-moi, qui est Milady de Winter alors ? Et les ferrets de la Reine, les avez-vous trouvés ?

## **Anne BRISSAUD**

Ce n'est pas anodin, Monsieur le Président, car, comme vous le voyez dans ces quelques lignes d'introduction suivies de phrases creuses, vous donnez le ton de ce DOB. Quel sens donner au terme « *développement des synergies dans l'action publique* » ou « *politique d'investissement offensive* » ? Comme, dans le texte, je n'ai absolument pas compris le sens que vous donnez à ce projet, avec des mots aussi creux, j'ai cherché dans les chiffres. Et j'ai eu un bon enseignant puisque Monsieur LEVITA me donne des cours tous les mois sur ce sujet. J'ai pu comprendre un peu mieux, mais je ne suis pas du tout satisfaite de ce que j'ai pu trouver. Encore une fois, vous témoignez, par le budget que vous présentez, de votre incapacité à baisser les charges. Et donc à baisser la pression fiscale qui pèse sur nos administrés. Alors, non seulement, vous ne baissez pas les impôts, et vous n'affichez aucune intention, d'ailleurs, en ce sens, mais vous les augmentez indirectement. Plus personne n'est dupe de votre 0 % de fiscalité, puisque le revenu disponible des habitants de notre territoire n'augmente toujours pas et continue de baisser. Je veux parler de l'instauration d'une nouvelle taxe, avec la GEMAPI. C'est peut-être 3 millions d'euros de plus dans les caisses de la Métropole, mais autant de moins dans le porte-monnaie des Montpelliérains et des habitants de la Métropole. L'augmentation de la taxe de séjour, avec son passage à la Métropole, l'augmentation non-négligeable de la taxe d'aménagement sur certaines zones de Montpellier : plus 3,4 millions d'euros pour la Métropole mais, bien sûr, une augmentation du foncier prévisible, pour les autres, pour les Montpelliérains. L'extension des zones de stationnement payant et d'autres tarifs qui continuent, donc, à venir entamer le pouvoir d'achat des Montpelliérains et des habitants de l'Agglomération. Donc, le passage en Agglomération puis en Métropole n'était-il pas censé réduire les coûts tout en proposant de meilleures conditions de vie à chacun ? Quel est l'intérêt de la Métropole, sinon ? C'est une vraie question et j'aimerais que vous nous y répondiez à la fin. Le reste, c'était des constats.

De mon côté, je ne suis pas du tout convaincue par le *big is beautiful*. Tout concentrer en un même endroit pour mieux gérer la proximité, je n'y crois absolument pas. D'ailleurs, rien ne prouve que cela marche. Car, si c'était le cas, tout serait centralisé au niveau national. Pourquoi s'embêter avec la décentralisation ? Qui prouve que cela coûte moins cher, d'autre part, de tout centraliser ? Une gestion centralisée, c'est une grande administration. Est-ce que c'est plus efficient ? Est-ce que c'est moins cher ? Vous y croyez, vous ? Vous pensez vraiment que la centralité va permettre de favoriser la proximité ? Vous pourrez nous répondre, aussi. Dans un monde moderne, la rationalisation, ce n'est pas la centralisation. Ce serait plutôt la mise en réseau, je dirais. Donc, autant vous dire que je ne pense pas une minute que vos fonds de solidarité centralisés au niveau de la Métropole, pour le logement, la culture, les jeunes, aient un quelconque avantage pour ceux qu'ils sont censés aider. Si c'est cela la synergie de l'action publique, alors, je dirais que c'est encore du vent. Donc, vous annoncez 240 millions d'euros d'investissement. Soit plus 10 % que l'année dernière. Mais, ces dépenses, sur lesquelles nous n'avons pas beaucoup d'informations dans ce débat, je laisserai aux mousquetaires le soin de s'exprimer sur la répartition des investissements puisque cela les concerne directement aussi.

Pour ne prendre que quelques exemples d'augmentation des dépenses et des charges annoncées : les subventions. Le budget est de 36 millions d'euros, soit plus 6 % depuis l'année dernière, c'est-à-dire encore une augmentation des dépenses. 54 % des subventions pour la culture, 26 % pour le sport, et seulement 14 % pour le développement économique. C'est cela que vous appelez « *offensives* », Monsieur le Président ? Je n'ai rien contre la culture ou le sport, mais, 80 % du budget de subventions alloués à des projets qui n'ont pas directement vocation à renforcer ou accélérer le développement économique de notre territoire, je ne pense pas que ce soit le rôle de notre Métropole.

Les charges de personnel augmentent également, avec plus 3,8 % soit 2,6 millions d'euros. Vous pouvez lire en page 15 et nous préciser ce que l'on appelle « *périmètre constant* ». Si le périmètre constant c'est hors transfert des charges, mutualisation, recrutement, dans ces cas-là, il faut aller voir en annexe ce que cela veut dire. Cela veut dire qu'en fait, tout cela, c'est à cause des heures supplémentaires ?

**Monsieur le Président**

C'est à cause des agents qui ont été transférés du Département.

**Anne BRISSAUD**

Non. Il est indiqué « *hors transferts* » et « *hors mutualisations* ».

**Monsieur le Président**

Vous les avez oubliées, les 100 personnes.

**Anne BRISSAUD**

Pas du tout. C'est pour cela que j'ai bien lu le tableau et que j'ai fait bien attention à toutes les annexes. C'est bien une évolution de la masse salariale hors transferts et hors mutualisations. C'est énorme ! Je me suis dit que c'était peut-être les heures supplémentaires, puisqu'il n'y a pas de recrutement spécifique et que ce n'est pas les transferts. 38 000 heures supplémentaires en 2017. Est-ce que vous êtes au courant ? Sachant qu'un agent fait en moyenne 1 600 heures par an, c'est comme si on avait fait travailler 30 agents en équivalent temps plein, uniquement en heures supplémentaires. C'est énorme ! Et c'est surtout symbolique d'un dysfonctionnement. Alors, il y a trois ans, on pouvait dire que vous héritiez d'une situation. Mais, là, ce n'est plus le cas. Le passage en Métropole n'était-il pas censé nous permettre de garantir à nos agents de meilleures conditions de travail, moins d'heures supplémentaires, un aménagement du temps de travail qui réponde aux attentes de chacun ? Si la Métropole ne permet pas de faire des économies, de redonner du pouvoir d'achat à ses habitants, ni d'améliorer les conditions de travail des agents, à quoi sert-elle ? Je vous le redemande. Monsieur le Président, reconsidérez le rôle de la Métropole, et colmatez les brèches. Car, quand on arrive à un tel niveau d'heures supplémentaires, c'est qu'il y a un problème de bien-être au travail. Il y a un souci. Il faut le résoudre. Ce n'est pas parce que je n'aime pas les fonctionnaires, bien au contraire. C'est parce que je les aime que je vous dis cela. Il faut en prendre soin.

En ce qui concerne, pour finir, le budget transports, c'est vraiment flou. Vous annoncez 18 millions d'euros d'investissement qui correspondent au bouclage de la ligne quatre, et 22 millions d'euros de subventions d'équilibre. On se demande où sont passés les 400 millions d'euros prévus pour la ligne quatre. On nous dit que, peut-être, il y a un budget supplémentaire, un budget complémentaire, etc. La ligne cinq représente près d'un milliard d'euros. Je vous rappelle que je suis complètement opposée à cette ligne mais j'aimerais bien que vous nous expliquiez comment cela est financé, à partir de quand, et où l'on verra le débat sur le montant à investir ? Parce qu'il y a l'investissement, le fonctionnement, etc.

Comment, au XXI<sup>e</sup> siècle, la septième ville de France, soi-disant cité intelligente, continue de construire des lignes de tramway, d'engorger les voies de circulation ? Vous imposez ici aux habitants de la Métropole un investissement qu'ils vont payer pendant des années. Et, d'ailleurs, combien exactement ? C'est ce que l'on aimerait savoir. Sans compter l'entretien, et qui va figer les axes de circulation pour des décennies au détriment de l'évolution de la situation. Je vous rappelle que nous sommes la quatrième ville la plus embouteillée de France et que le tramway n'est pas la solution. Cela a été démontré plusieurs fois. Vous niez les progrès techniques réalisés et à venir, pour la mobilité. C'est dommage. C'est un regret, et je déplore que cela ne soit pas pris en considération et que, à la lecture de ce débat, on ne lise pas d'évolution dans ce sens. Je vous demande de nous dire, Monsieur le Président, quelle place vous attribuerez à la voiture dans votre projet ? Parce que, à ce rythme, les voitures ne pourront même plus pénétrer dans la ville. Ce budget nous montre simplement que vous pensez comme au siècle dernier, voire comme à celui d'avant : ce n'est pas parce que le nombre d'habitants augmente que les charges augmentent systématiquement. J'ai entendu cet argument en commission des finances et, tout à l'heure, un petit peu, aussi, cela a été évoqué. Légèrement, heureusement, mais, quand même. J'aimerais qu'on nous explique comment vous raisonnez car j'ai cherché des études à ce sujet, et c'est bien votre gestion qui est la cause de l'augmentation des charges. Pas l'augmentation de la population. Aucune étude ne démontre que, quand il y a une évolution de la population, il y a automatiquement augmentation des charges. Il n'y a pas de corrélation linéaire. Je vous mets au défi d'en trouver une. C'est pourquoi, le mois prochain, je voterai contre ce budget, qui aura pour conséquence de réduire encore et encore le revenu disponible des Montpelliérains et des habitants de notre Métropole comme nos espaces de liberté.

#### **Monsieur le Président**

Max répondra, en conclusion, sur ce que vous avez indiqué. Moi, je ne répondrais pas sur la moitié de votre intervention qui concerne la réforme de l'État, parce qu'elle ne nous appartient pas à nous, Métropole, mais à l'Assemblée Nationale. Donc, forcément, je laisserai aux parlementaires le soin de s'exprimer.

#### **Anne BRISSAUD**

Donc, vous acceptez qu'il y a bien plus de 31 conseillers ici présents ? Parce que, vous vous adressez quand même aux maires, la plupart du temps.

#### **Monsieur le Président**

Monsieur PASTOR, car Madame BRISSAUD a braqué tous les maires et que Monsieur PASTOR s'est senti concerné.

#### **Gilbert PASTOR**

Pas uniquement comme maire. Je vous conseillerais de l'inscrire à une formation du centre de formation des personnels pour savoir comment on élabore un budget. Elle mélange et compte en même temps les carottes, les choux et les navets. Je reviendrai sur la taxe de séjour. Quand elle explique que la taxe de séjour est prise dans la poche des Montpelliérains : on la prend dans la poche de ceux qui viennent sur la Métropole et non pas dans la poche des Montpelliérains ! Elle ne doit jamais regarder sa facture, lorsqu'elle va Paris. Parce qu'elle la paye, quand elle va dans un hôtel à Paris ! Et qu'elle va à la Mairie de Paris. Je l'engage donc à regarder cela de près et à ne pas dire n'importe quoi. La taxe de séjour n'est pas prise dans la poche des Montpelliérains. Au contraire : elle permettra d'alléger la charge des Montpelliérains pour défendre l'attractivité du territoire.

#### **Monsieur le Président**

Vous avez bien fait de préciser cela, Monsieur PASTOR.

#### **Henri ROUILLEAUT**

Je voulais intervenir sur quatre points. J'interviens toujours rapidement quand je ne suis pas coupé.

#### **Monsieur le Président**

Ce n'est pas pour vous couper. J'indique, pour l'ensemble de nos collègues, qu'il y a trois élus de Castelnau qui s'expriment. Vous avez le droit. Mais, si tous les élus de Montpellier s'expriment, vous n'aurez plus la parole. Il faut être raisonnable. Il faudrait que vous désigniez, parmi vous, un représentant. Là, on a l'impression que cela tire à hue et à dia. Y compris dans le groupe majoritaire. Je n'y comprends plus rien. Cela a l'air d'une armée mexicaine, vu de loin. Allez-y.

#### **Henri ROUILLEAUT**

« Tous pour la Métropole et la Métropole pour tous », je partage cette formule. J'ai fait campagne pour la Métropole. Mais, l'important, c'est de faire vivre « la Métropole pour tous ». Et de faire vivre le « tous pour



*la Métropole* », parfois, cela tangué, dans ce domaine.

Concernant la fiscalité, il faut être très clair. Alors qu'on n'est pas toujours très clair. L'engagement est tenu : taux de fiscalité, zéro. Mais cela ne veut pas dire fiscalité zéro. Puisque les recettes fiscales, fort heureusement pour Montpellier, comme Max l'a dit tout à l'heure, et il est important que les journalistes le notent, vont augmenter. Premièrement parce que la population augmente. Deuxièmement parce qu'il y a une revalorisation forfaitaire de l'État. Troisièmement, parce que, en ce qui concerne la GEMAPI, il y a eu une extension des compétences. L'État n'a pas donné d'argent mais a autorisé à lever une taxe. C'est assez limité. Cela représente les 3 millions, qui seront *in fine* supportés par un mélange des entreprises et des ménages.

Par ailleurs, Max a eu raison d'insister sur le fait que la taxe d'habitation doit être une préoccupation pour la Métropole parce que la Métropole n'est pas du tout dans la même situation que nos communes. Cela est beaucoup plus important pour la Métropole que pour nos communes. Un quart des ressources fiscales de la Métropole viennent en effet de la taxe d'habitation qui sera, aux dernières nouvelles, supprimée pour 100% des ménages à horizon 2020. Il y a des déclarations extrêmement contradictoires des ministres, entre elles, sur la manière dont cela sera financé. Il y a donc une inquiétude forte en la matière et il faut être extrêmement vigilant sur ce dossier.

Je pense que Max est passé un peu trop vite sur le fait que, dans les projections qu'il nous a présentées et sans intervention particulièrement restrictive supplémentaire de l'État, le taux d'épargne brut passerait de 24 à 16 %. Donc, il diminuerait d'un tiers. Cela veut dire que nous aurions un tiers de moins pour financer nos investissements. Il faut le dire clairement aux habitants de la Métropole. Il y a aujourd'hui des difficultés pour la Métropole à financer les investissements. Comme le pic d'investissement sera en 2020, cela veut dire qu'en 2020, avec un autofinancement qui baisse, et des investissements qui montent, il faudra forcément emprunter davantage. Donc, il y a là très clairement des raisons pour ne pas croire que la Métropole est durablement dans une situation très facile, même si, en 2017, la situation était favorable. Au contraire. Il existe ainsi une grande difficulté que les courbes, pages 11 et 12 montrent très bien, quand on regarde la baisse de l'autofinancement d'un côté, et la montée souhaitée du taux d'investissement.

Par ailleurs, je crois que j'avais raison de vous dire qu'il fallait bien que l'on aborde, à un moment donné, la question du passage à niveau de Castelnau. J'en ai eu la preuve avec l'intervention de mon collègue, l'ancien maire de Castelnau. Il faut reprendre ce dossier sérieusement. Le passage à niveau, dans les statistiques de la SNCF, est le plus dangereux de l'Hérault, après la suppression de celui de Baillargues. C'est également le deuxième plus dangereux de toute l'Occitanie. Troisièmement, la dangerosité a été profondément accrue par tous les logements qui sont en construction autour du passage à niveau. La SNCF m'a dit être particulièrement inquiète pour les piétons : les enfants qui vivent dans ces nouvelles habitations et les personnes qui se rendent à pied à Pôle Emploi. Notamment. Devant cette dangerosité accrue, il y a urgence. Il y a une pétition sur *change.org* qui a été mise en ligne par plusieurs associations dont celle que j'anime, signée déjà par plus de 200 personnes en quatre jours. Je suis sûr que cela va continuer. C'est un enjeu majeur. Cette pétition dit qu'il faut un accord entre cinq partenaires. La SNCF, l'État, la Région, la Métropole, et la commune.

**Monsieur le Président**

Et le Département.

**Henri ROUILLEAUT**

Si vous connaissez bien la loi NOTRe, et je suis sûr que vous la connaissez bien : le Département n'a plus compétence générale. S'il paye, tant mieux. Mais il y a un petit problème : la voirie a été transférée à la Métropole et le Département n'a plus compétence générale. C'est un point de la loi que je suggère de regarder précisément. Si le Département fait un effort, je ne m'en plaindrais évidemment pas. Castelnau a donc délivré plein de permis de construire dans tout ce secteur du passage à niveau. Il n'y a pas eu de périmètre d'étude ni de taxe d'aménagement majorée.

**Monsieur le Président**

Il n'y a pas eu de PUP.

**Henri ROUILLEAUT**

Le conseil donné à Monsieur MEISSONNIER a été donné en public, ici. Vous savez que nos interventions sont filmées et reprises. Il suffit de vous reporter au dernier débat sur le passage à niveau de Baillargues pour constater que Monsieur MEISSONNIER s'était fait vertement critiquer parce que sa mairie avait osé participer au financement pour faire avancer le dossier. Je dis très clairement qu'il faut que Castelnau prenne sa part et qu'il faut également arrêter de tarder pour mettre les promoteurs à contribution.

## René REVOL

Puisque nous ne sommes pas dans le Conseil Municipal de Castelnau mais dans le Conseil métropolitain, je vais aborder le point à l'ordre du jour, c'est-à-dire le débat d'orientations budgétaires. Je vais donner mon opinion au sujet de ce document. D'une part, je ne crois pas que cela soit te faire injure, Max, que de reprendre les arguments utilisés par Madame BRISSAUD notamment, tout à l'heure, indiquant que cela reste un document formulé de manière très générale. Comme très souvent dans les documents d'orientations budgétaires. Il faudra attendre le budget lui-même pour avoir des réponses beaucoup plus précises. Le problème de ce genre d'exercice, c'est qu'il est complètement encadré par la politique gouvernementale. On ne peut pas faire fi de ce cadre. Ce cadre est celui de la Loi de Finances 2018 qui, de manière globale, sans entrer dans un débat national, a réduit le périmètre de l'État de plus de 50 milliards d'euros. Je m'inquiète et me demande comment de nombreux dossiers nationaux pourront être bouclés, ce qui aura des répercussions locales nombreuses pour nous. Il me paraît scandaleux que cela soit fait au bénéfice de gains fiscaux pour les plus riches. Je signale que la dernière étude a montré, dans la simulation fiscale des effets de la Loi de Finances 2018, que plus de 70 % des gains fiscaux seront accaparés par les 0,1% des plus riches. S'il n'y avait pas ce contexte, nous pourrions discuter plus sereinement.

À partir de là, l'État nous invite, par différents mécanismes, à rétablir l'équilibre des finances publiques en commençant par les collectivités territoriales. Je signale que, historiquement, sur les 15 dernières années, parmi les trois grandes fonctions publiques, sécurité sociale et hôpitaux, État et collectivités locales, ce sont les collectivités locales qui ont été les plus vertueuses. Il paraît donc exagéré que l'État nous demande à nous de faire plus d'efforts encore.

Par ailleurs, dans les années qui viennent, je rappelle que l'objectif, d'ici 2022, est que les collectivités arrivent à une réduction de 15 milliards d'euros. Personne n'y a renoncé, et ils comptent bien l'appliquer pour la part de cette année. Ne nous laissons donc pas illusionner par le fait que la part de fonctionnement reste la même. Cela passera en effet, comme cela été expliqué, par d'autres mécanismes. On nous dit que notre objectif prioritaire doit être de nous désendetter. J'ai vu que, dans le texte, cela était indiqué de manière plus nuancée que dans le premier projet où l'objectif prioritaire était justement le désendettement. Je vous félicite d'être plus nuancé dans ce document. Car, si l'objectif prioritaire est le désendettement, alors que nous sommes en dessous d'un ratio de sept ans, cela me paraît bizarre de se vanter, d'un côté, d'avoir un niveau d'endettement maîtrisé et, de l'autre, de dire que l'objectif est encore de le diminuer. Il s'agit là de la doxa nationale qui nous dit qu'il faut rembourser la dette. Comme disait Paul KRUGMAN, le prix Nobel d'économie, qui est devenu la cible de TRUMP, c'est une secte obscurantiste qui a pris le pouvoir dans les grandes institutions du Trésor Public, et en particulier en France, à Bercy. Si tout le monde se désendette, l'activité diminue. La dette n'est pas un problème en soi. Elle peut constituer un problème dans sa relation avec la dynamique de la collectivité. C'est vrai pour le privé puisque ce sont les entreprises qui sont les plus endettées dans ce pays. Après, vient l'État. Et, ensuite, les ménages. Le problème essentiel concerne le rapport de la dette par rapport au niveau de l'activité et à son dynamisme. Par ailleurs, le financement de sous-activités pèse de plus en plus sur les ménages. Il faut effectivement être très nuancé sur la manière de formuler.

Je suis tout à fait conscient que la taxe de séjour ne concerne pas les Montpelliérains mais il faut réfléchir. Tu dis à un moment dans le texte que ce sont les entreprises qui apportent la principale contribution. A un moment, les budgets annexes sont cumulés avec le budget principal. À d'autres, on analyse le budget principal sans les budgets annexes. Il est donc toujours un peu difficile de suivre l'analyse qui est pratiquée dans le document. Si on regarde le budget transport, le versement transport est relativement important. Si on l'enlève, on s'aperçoit que la contribution des entreprises est beaucoup plus modeste. Je signale que le versement transport n'est pas, chez nous, excessif. En effet, les entreprises de moins de 11 salariés ne versent pas de versement transport. Or, la structure économique de notre territoire est marquée par beaucoup de petites entreprises de moins de 11 salariés, à la différence, par exemple, d'une ville plus industrielle, comme Toulouse, où le versement transport est, automatiquement, beaucoup plus important. Il faut donc faire très attention avec ce type d'analyse.

Par ailleurs, je considère que le poids pèse sur les ménages. Certes, on va affirmer que la GEMAPI n'entraîne pas une augmentation d'impôts considérable pour les ménages, mais elle constitue quand même une augmentation. Le problème, c'est que, lorsque l'on fait les calculs, il faut intégrer le fait que, dans le financement, il y a l'AC des communes, pour 53 millions d'euros, je crois, ce qui n'est pas négligeable, et qu'il y a le Département, pour 13 millions d'euros. Comment ces deux collectivités, l'ensemble de nos communes et le Département de l'autre côté, financent cette AC ? Essentiellement sur les ménages. Essentiellement par la fiscalité sur les ménages.

Si cela est répercuté, on s'aperçoit que c'est le même mouvement qu'à l'échelle nationale, avec un transfert du poids qui pèse sur les entreprises vers les ménages ce qui fait que le pouvoir d'achat de nos concitoyens va être particulièrement contraint, même si on peut se féliciter que le taux d'impôt n'augmente pas en tant que tel, même si la moyenne des impôts payés par les Montpelliérains est l'une des plus élevées dans les villes similaires.

On peut aussi s'interroger sur le reste du dispositif mis en place par le gouvernement. Comme cela a été rappelé, au lieu de passer par une baisse de la DGF en nous laissant par ailleurs organiser notre développement librement mais en diminuant sa contribution, ce qui était la politique suivie par les mandatures Sarkozy et Hollande, on nous dit maintenant que ce n'est pas la DGF qui est la variable, mais que ce sera le fait que nous ne devons pas augmenter de plus de 1,2 % les dépenses de fonctionnement car, sinon, nous aurons des pénalités financières. Cela revient à contractualiser avec nous la maîtrise même de nos dépenses de fonctionnement. Sachant que, comme cela a été indiqué, les variables, compte tenu du contexte, sont limitées et ne nous donnent pas beaucoup de marge. Nous sommes donc obligés, pour les 300 à 400 collectivités, à l'échelle nationale, qui sont concernées, notamment ici Montpellier et la Métropole, de l'appliquer. Il faut donc réfléchir sur quelle variable jouer, à l'intérieur du budget de fonctionnement, pour limiter cette augmentation.

Je suis donc très attentif à la construction du budget pour voir sur quelle variable jouer. Cela peut en effet avoir des conséquences extrêmement importantes sur l'équilibre de notre territoire. C'est pourquoi, par exemple, tout à l'heure, je vous disais que je n'étais pas favorable au désendettement en soi. L'essentiel est de pouvoir faire que notre épargne brute, même si elle est légèrement en baisse, puisse essentiellement s'orienter vers l'investissement car cela permettra de développer l'emploi. N'oublions pas que Montpellier est peut-être devenue la septième ville de France en termes d'habitants mais que, en termes d'emploi, de taux de chômage et de taux de pauvreté, avec 27 % de la population en dessous du seuil de pauvreté, elle est parmi les premiers dans ce domaine, ce qui n'est pas glorieux. Cela suppose que nous devons investir, développer des secteurs qui nous permettent d'agir sur l'emploi et la pauvreté. Cela me paraît essentiel et je pense qu'il y a consensus sur ce type d'objectifs. A partir de là, nous devons maîtriser les dépenses qui ne sont pas liées à cet objectif.

Sans polémique, Monsieur le Président, je vous invite à faire comme l'ont fait plusieurs communes, dont la mienne, avec des effets financiers bien plus limités, car nous sommes de petites communes, en taillant à la serpe dans les dépenses de communication. On pourrait baisser les dépenses de communication de 50 % sur la Métropole sur tout le secteur qui nous concerne. Je pense que cela constitue une dépense secondaire. Je ne vois pas pourquoi il faudrait qu'un *Mag* sorte tous les mois. Il pourrait sortir tous les trois mois. Je ne vois pas pourquoi on dépense des sommes considérables, pour envoyer des invitations, des faire-part, à tout le monde. Je suis prêt à travailler dans le détail sur ces dépenses de communication. Votre notoriété n'en serait pas atteinte, Monsieur le Président. Vous êtes suffisamment connu et présent dans le territoire.

#### **Monsieur le Président**

A Grabels, vous avez une expansion urbaine qui est solide. 25%.

#### **René REVOL**

Quand je monte dans le tram, je tombe sur une affiche avec, en bas, la signature de Philippe SAUREL. En cherchant quelque chose pour la petite enfance, je suis tombé sur le site Petite enfance et j'ai vu la photo de Philippe SAUREL. Lorsque je cherche le planning des cirques de la Métropole, je tombe à nouveau sur la photo de Philippe SAUREL. Je me dis que les dépenses de communication sont beaucoup trop élevées. Je ne sais pas si c'est vous qui êtes responsable de tout cela, Monsieur le Président. Je voudrais vous rappeler que, dans l'assemblée précédente, vous et moi, avec quelques autres, nous étions parmi les rares à nous opposer à la campagne de publicité *Montpellier unlimited*. Alors, je vous en prie, ne faites pas une campagne « *Saurel unlimited* ».

#### **Monsieur le Président**

Il vaut mieux entendre cela que d'être sourd ! Mais, moi, je n'affiche pas en dehors des panneaux d'affichage légaux. Quand je me retourne sur les belles façades du XVIII<sup>e</sup> siècle, je vois René REVOL. Ce qui est interdit par la loi. Par ailleurs, à Grabels vous pouvez diminuer un peu les frais de communication parce que vous avez une expansion urbaine solide. 25 %, ce n'est pas Castelnau, certes, qui a 35 ou 36 %, ni d'autres communes que je ne nommerai pas parce qu'il n'y en a que deux qui s'expriment ce soir sur ce sujet mais, 25 %, c'est bien, c'est très bien, même très très bien.

#### **Joël RAYMOND**

J'aimerais commencer mon intervention par la maxime : « *espérer, c'est rêver. Y croire, c'est le faire* ».

## **Monsieur le Président**

Vous êtes d'accord avec ce qu'a dit Monsieur REVOL ? Vous ne pouvez pas être d'accord puisqu'il a tapé sur le Gouvernement et que vous êtes de la même couleur. Pourtant, vous êtes dans le même groupe. Cela va être difficile de m'expliquer quelque chose, ce soir.

## **Joël RAYMOND**

Je prendrai le temps. Je cite cette maxime parce que, en 2015, nous avons créé ensemble la Métropole. Les 31 communes et les conseils municipaux qui ont également voté. Pour cela, je voudrais aussi m'exprimer ce soir pour tous les conseils municipaux afin que l'on s'accorde sur le principe de l'attribution de compensation et de la neutralité budgétaire car, mon cher Max, tu sais, j'y tiens énormément. Je ne vais pas y revenir ce soir car mon collègue, Cyril MEUNIER, en a déjà parlé. L'attribution de compensation, à mon sens originale, devrait être scindée en deux avec une partie investissement et une partie fonctionnement. Je continuerai à militer pour cela car c'est à mon sens le seul moyen pour avoir une neutralité budgétaire à l'égard de nos communes. De toutes nos communes.

Par ailleurs, Max, j'aurais aimé que tu précises également que, en créant la Métropole, cela nous a permis de ne pas perdre certaines dotations. En créant la Métropole, nous avons réussi à maintenir une dotation de plus 15 euros par habitant ce qui représente environ près de 7 millions d'euros par an. Ainsi, sur les six années, cela représente quand même un budget de 42 millions que l'on a pu préserver. Il faut le dire.

Je voudrais également revenir à l'AC complémentaire d'investissement que vous souhaitez mettre en place parce qu'il faut, à mon sens, bien regarder le mécanisme et que, justement, toutes les communes et leurs conseils municipaux ici présents prennent conscience de ce que cela va engendrer pour chacune d'entre elles. La décote était en effet de 30 %. À la base, Monsieur le Président, vous nous l'avez également proposé dans l'idée de faire mieux avec moins, car la mutualisation devait nous permettre à travers des marchés publics, des travaux d'une certaine ampleur, d'arriver à faire des économies et des gains et donc permettre à chaque commune sur son territoire de poursuivre de manière équivalente aux années précédentes les travaux sur la voirie. Puisque l'on parle bien de l'AC voirie investissement dans ce processus des 30 % de décote. Or, il se trouve qu'aujourd'hui, on n'y arrive pas, sur nos communes. La voirie se dégrade, de plus en plus, et je crains que cela empire, au fur et à mesure des années, si on ne fait pas des efforts. Notamment dans le budget, j'aurais aimé, dans la mesure où deux thèmes sont intervenus, avec la déviation de Castries et la route départementale de Grabels-Monferrier, que l'on mobilise un budget plus important pour éviter toute la dégradation que l'on peut constater sur notre territoire. Aujourd'hui, vous nous proposez une mécanique où, si la commune investit 30 % elle aura une aide financière équivalente de la Métropole, ce qui porte le financement à 130 %.

En fait, la décote qui avait été proposée, au départ, de 30 %, soi-disant pour accompagner les communes pour qu'elles ne mobilisent pas trop leur budget de fonctionnement, ne tient plus puisque, aujourd'hui, on va remettre les mêmes sommes calculées sur les neuf dernières années.

Je me baserai ensuite sur des exemples concrets. Je prends la commune qui a la plus petite AC investissement voirie sur la Métropole. Il s'agit de Restinclières, qui a une dotation de 36 668 euros. Les 30 % représentent environ 12 000 euros ce qui signifie que si cette commune mobilise 12 000 euros en investissement complémentaire, elle aura 12 000 euros par la Métropole pour compléter son AC. Parallèlement, la commune qui a l'AC la plus élevée est Montpellier, bien sûr. Elle représente 9 283 000 euros. Ce qui signifie que Montpellier, avec la compensation de 30 %, pourra bénéficier, environ, de 3 millions d'euros de la Métropole pour investir en aides directes sur sa commune. Je ne fais pas de critique à mes collègues de Montpellier, mais je voulais faire prendre conscience à toute l'assemblée que, pour moi, il s'agit d'une forme d'inéquité territoriale. En effet, les usagers des routes qui sont les plus éloignés et qui utilisent donc le plus leur véhicule pour se rendre sur le bassin de vie de Montpellier pour travailler, notamment, auront des routes de plus en plus dégradées tandis que, dans le centre-ville, où il y a de nombreux moyens de transport, il y aura aussi des routes bien entretenues, parfaites, avec des bandes de roulement en très bon état. Voilà ce que je voulais dire. Je crois que cette règle des 30 % est inéquitable pour notre territoire.

## **Monsieur le Président**

Précisez que l'AC dont vous parlez s'entend hors routes départementales. Il faut le préciser.

## **Joël RAYMOND**

Je précise les chiffres pour qu'on soit bien d'accord. Aujourd'hui, l'AC globale voirie représente 16,8 millions d'euros pour toutes nos communes. Pour Pérols, il s'agit bien de 770 000 euros et Monsieur GRAND avait donc tout à l'heure raison.

Vous savez aussi que la manière dont a été présenté ce dossier en conférence des maires n'a pas permis une compréhension identique pour tout le monde. Par ailleurs, je me suis effectivement abstenu parce que, par rapport à ces éléments, je considère que l'abstention est le moyen de défendre la deuxième et la troisième couronne de la Métropole pour entretenir mieux nos routes afin d'avoir un usage de bonne qualité. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Quand vous évoquez les routes qui mènent à Montpellier, il s'agit là de routes départementales qui ne sont pas sous la responsabilité de la commune mais qui font partie du patrimoine des routes départementales transférées, avec une attribution de compensation du Département. Cette attribution est progressive. Parce que, sur les premières années, sont imputés l'ensemble des crédits qui avaient déjà été engagés par le Département. Nous avons expliqué tout cela.

### **Jean-Pierre RICO**

Je confirme que la part investissement est bien de 1 million d'euros puisque l'attribution de compensation, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, est le résultat de l'ancienne attribution de compensation qui était positive avec les frais qui étaient engagés. Donc, le delta apparaît aujourd'hui effectivement à environ 770 000 euros mais la part investissement est bien de 1 million d'euros. Je voudrais simplement rappeler que l'on parle de solidarité. La solidarité ne me pose aucun problème. Je rappelle que si on regarde le rapport de la CFE qu'apporte les communes à la Métropole, des villes comme Montaud sont pratiquement à 80 000 euros de richesse apportée par la Ville en termes de contribution foncière des entreprises à la Métropole. Ma Ville de Pérols apporte 2 800 000 euros par an de CFE à la Métropole. Aujourd'hui, j'ai une attribution de compensation qui s'élève à 1 million d'euros mais je l'assume. Il en est ainsi. Par ailleurs, il y a trois ans, lorsque j'ai pris cette commune dans une situation qui était en faillite, j'ai eu le courage d'augmenter les impôts et j'ai des niveaux d'imposition qui permettent à la Ville de fonctionner. La solidarité, c'est aussi un peu penser à soi. Ce qui ne s'en sortent pas devraient, au lieu d'appeler au secours la Métropole, peuvent faire comme la Ville de Pérols, en prenant leurs responsabilités, en apurant leurs comptes et en les assainissant. Cela leur permettra d'avoir une CAF qui leur permettra d'investir.

### **Monsieur le Président**

Puisque vous avez cité Montpellier, il est bien évident que le nombre de voiries communales à Montpellier n'est pas comparable avec celui de Montaud. Je parle des voiries communales. Je ne parle pas des voiries en général. Deuxièmement, il n'est pas évident que nous, nous utilisons notre AC. Si nous pouvons sans, ce ne sera pas la peine de l'utiliser. Car il faut aussi faire les travaux, Monsieur RAYMOND. Il faut faire les appels d'offres. Vous le savez.

### **Max LEVITA**

Mes chers collègues, vous me mettez dans une situation extrêmement difficile parce que les attributions de compensation ont été votées. Tout au long de la discussion, Madame CELIÉ a conduit les négociations avec vos DGS. Quand nous avons décidé des attributions de compensation, je ne vous ai pas caché le fait que c'était la loi, au moment où nous avons décidé ces attributions, qui faisaient que ces attributions allaient peser sur nos budgets, en fonctionnement. Nous ne vous l'avons pas caché. Maintenant, vous nous mettez dans une situation infernale. Il aurait fallu qu'à l'époque je vous dise « *Monsieur RAYMOND, vous faites une connerie* ». Mais je ne suis pas votre supérieur ni hiérarchique, ni intellectuel, ni rien. Je suis un conseiller de base. Vous, vous êtes maire. Si vous ne vous en êtes pas aperçu à l'époque, je n'y suis pour rien. On vous l'a dit ! Maintenant, nous sommes dans une situation compliquée et vous avez alors géré au niveau de la commune. Nous l'avons bien dit. J'ai insisté. Madame CELIÉ l'a dit, au niveau des DGS. Je l'ai dit au niveau des maires.

Monsieur RAYMOND, vous me mettez par ailleurs en colère car vous êtes en train de changer le principe du transfert, subrepticement. Vous avez transféré 100 et il n'est pas question que je transfère 150 chez vous. Ce n'est pas cela le principe ! Le principe de la neutralité budgétaire c'est que vous m'avez transféré 100 et que je ferais 100. C'est ce que le Président a promis dans le cadre du pacte de confiance. Là, il le porte à 130. On ne peut pas faire mieux. Je trouve que c'est extraordinaire. D'ailleurs, je ne suis pas fondamentalement pour cette mesure, mais il appartient au Président de faire des choix politiques. Moi, je fais des finances. Il faut raisonner sur la réalité statistique et historique, et pas sur tout ce qu'il faut faire. Vous avez transmis 100, et nous ferons 100. Nous tenons, aux finances, 31 comptes pour dépenser, dans chaque commune, ce qui nous a été transmis. Que ce soit ou non un bon fonctionnement, c'est ce que vous avez décidé. C'est le pacte des maires. C'est le pacte de confiance. C'est ce que vous avez dit au Président Saurel. Je n'y suis pour rien. Je traduis dans les faits ce que vous avez décidé. Maintenant, vous dites qu'il faut changer. Non !

Sur les 50 millions d'euros d'attribution de compensation qui sont transférables, 15 millions peuvent figurer au titre du transfert de compensation investissement. 9 millions d'euros pour la Ville de Montpellier, et 6 millions pour les autres communes. Ici, nous sommes en assemblée métropolitaine. Je voulais démontrer, et Monsieur REVOL l'a très bien compris, que nous sommes dans une situation très compliquée si nous voulons atteindre ce qui est devant nous jusqu'en 2022. A part si la politique nationale change (et j'espère bien que non, en ce qui me concerne, personnellement, sinon vous aurez la Grèce dans 10 ans et vous en serez responsables, mais c'est du national, on n'a pas à en discuter) ce que vous demandez est impossible pour la Métropole. Vous demandez à la Métropole de mourir. De se suicider. Non ! Je ne suis pas d'accord, en tant que responsable des finances. Donc, ce que vous demandez pour les attributions de compensation n'est pas possible.

Dans le futur, le Président fait une ouverture que je trouve exceptionnelle. Vous la refusez. Il ne s'agit pas du tout d'un souhait comme vous l'avez dit. Je ne souhaite pas que vous augmentiez votre dotation. Mais, si vous le faites, comme nous le proposons à chaque commune, vous pouvez décider de donner 0, 10, 15 et jusqu'à 30 %. C'est une proposition ! Les 31 maires ne sont pas du tout obligés de faire la même chose. Ce que Madame BRISSAUD ne comprend pas et ne comprendra jamais. Ce n'est pas la peine d'insister avec elle. Elle me met dans une situation infernale. J'ai cru que j'étais MACRON face à LE PEN. On ne parle pas de la même chose. Donc j'abandonne. J'abandonne tout espoir de discuter avec vous. Il n'y a aucune Métropole, aucune commune qui a diminué ses impôts, sauf la commune de Castelnau. Aucune. Ce que vous faites, c'est du rêve. Vous avez le droit de rêver, chère amie, mais cela se voit que vous n'êtes pas en responsabilité, cela se voit que vous n'avez pas la responsabilité d'une mairie. C'est pour cela que l'on parle des maires. Les maires savent exactement de quoi il s'agit.

Nous sommes placés devant un choix. Nous vous faisons la proposition des 30 % supplémentaires qui peuvent passer, par la loi, en investissement. Soit vous le souhaitez et c'est bien, soit vous ne voulez pas et tant pis. C'est la liberté. Le pacte de confiance. Vous dites qu'il n'existe pas mais, pour moi et le service des finances, il existe. Madame DREUX est obligée de tenir 31 comptes. Nous sommes obligés de les tenir et vous venez pour savoir si nous les avons dépensés et comment. C'est votre droit. C'est l'argent que vous nous avez confié. Vous avez le droit de regarder au point où nous en sommes.

### **Monsieur le Président**

Nous allons donner la parole une minute à Monsieur RAYMOND, puis je donnerai la parole à Monsieur PASTOR sur le même sujet, avant de reprendre le cours de la discussion avec Monsieur LANNELONGUE.

### **Joël RAYMOND**

Je vois que j'ai mis en colère Max et je m'en étonne moi-même parce que, sur le fond des choses, on dit la même chose. Si ce n'est que Max oublie de dire que l'AC qui est prélevée actuellement pour les communes est prise sur le fonctionnement. C'est toujours le problème récurrent. Je ne vais pas polémiquer. Nous avons deux positions différentes. Nous travaillerons chacun de notre côté et chacun fera comme il voudra. J'ai pris deux exemples concrets pour montrer à l'assemblée et aux conseils municipaux qui nous écoutent peut-être que ce que vous nous proposez implique un principe avec les pourcentages qui, pour moi, est inéquitable entre les territoires. C'est tout ce que je dis. Ce n'est pas la peine de s'exciter et de s'énerver. Chacun se fera son propre avis par rapport à ce que j'ai présenté clairement, il me semble.

### **Max LEVITA**

Tu as dit deux choses qui sont fausses. Premièrement, tu as dit que c'était un souhait alors que ce n'est pas un souhait. C'est une demande d'un certain nombre de communes qui veulent augmenter leurs dépenses en matière de voirie. Ce que le Président a accepté. C'est une demande. Ce n'est pas un souhait. Deuxièmement, tu parles d'augmenter le budget voirie alors que c'est contraire à ce que nous avons signé ! Le transfert ne prévoit pas d'augmentation. Déjà, on a augmenté. Là, le Président accepte une deuxième augmentation. On a déjà augmenté de 1,5 million d'euros ce à quoi vous n'avez pas voulu participer, les communes. Le Président l'a accepté et, donc, nous l'avons pris. Là, on augmenterait de 30 % de plus sur les 15 millions d'euros si toutes les communes suivent. Nous ne sommes pas assis sur un tas d'or. Nous faisons de la prospective. Nous passons de 24 à 16, ce qui est une situation dangereuse, René REVOL, qui sait lire un budget, en convient. Nous devons gérer la difficulté. Ou alors, on va jouer aux boules.... Ce qui est une possibilité....

### **Gilbert PASTOR**

Je comprends que ce problème de voirie soulève des passions chez les maires, et toi aussi, Philippe, en tant que maire de Montpellier. Même si tu es peut-être moins confronté que nous à ce problème car nous croisons nos administrés dans la rue tous les jours. Toi aussi, mais ils ne vont pas te demander chaque jour de boucher le trottoir.

**Monsieur le Président**

Et si.

**Gilbert PASTOR**

C'est effectivement une compétence à laquelle on est très attaché et sur laquelle on est persuadé d'être jugé. C'était une compétence obligatoire du passage en Métropole et il a fallu la gérer. Nous l'avons gérée et il y a eu, forcément, une période de mise en place du système. Personnellement, pas en séance publique, mais en réunion des maires, j'ai souvent soulevé les problèmes que l'on rencontrait. Parce que j'estime que cela fait partie des affaires de famille. Avec l'arrivée entre autres de Thierry ALIS nous sommes en train de résoudre beaucoup de problèmes que nous avons, de réactivité, de travaux à faire, etc. C'était une question sensible chez nous. Comme chez tous les maires dans les villages. Lorsque l'on explique qu'il faut trois semaines pour boucher un trou, les gens ne comprennent pas.

Je voudrais par ailleurs rappeler à Joël, en toute amitié, qu'effectivement, comme tu l'as dit, il y a deux types de budget. Nous avons transféré la voirie communale et les chemins de vignes. Par contre, toutes les routes qui vont de Montaud à Castries, par exemple, dépendent d'un autre budget. Actuellement, il y a des services qui passent justement pour établir un plan pluriannuel sur les trois ans à venir. Pour classer. Je pense qu'il y aura des arbitrages à faire et que nous y serons associés. Cela me paraît tout à fait logique. Cela reprend un peu l'entretien qu'effectuait précédemment le Conseil général, avec les routes départementales qu'il aménageait de tel à tel endroit. Avec le budget que l'on a, je vous rappelle que nous attendons le contournement de Castries depuis 2001. Nous l'aurons en 2018. Cela fait 17 ans. Pour Grabels, c'est un peu moins mais cela se rapproche. Pour le reste, concernant les attributions de compensation pour la voirie, il y a effectivement ce problème concernant l'investissement et le fonctionnement. Nous avons été une immense majorité à adhérer à la solution que tu nous as proposée. Je fais partie des communes qui prenaient un fonds de concours. Dans mon cas, j'avais 200 ou 300 000 euros d'AC calculée sur les investissements réalisés dans les neuf années précédentes à partir des CA, diminués des 30 %. Chaque année, je mettais au pot. Cette année, j'ai mis 80 000 euros de plus. Parce que je voulais faire un effort sur la voirie. J'ai pris ces 80 000 euros sur mon budget. Mais mon budget est alimenté par mes impôts.

Je veux bien que l'on parle de solidarité dans certains domaines, mais si l'on prend le cas de la taxe professionnelle, elle a été harmonisée sur la totalité du territoire. Là, on peut réaliser la solidarité car, où qu'ils soient, les gens paient le même impôt. La CFE ou autre. Dans ce cas, si on veut vraiment cela, il faudra penser à harmoniser la fiscalité des communes de la Métropole. Je ne vais pas engager le débat ici car nous en aurions pour longtemps. Je ne dis pas que c'est ce que je souhaite. Mais je dis qu'il faut pousser le raisonnement jusqu'au bout. Il faut dans cette logique que la fiscalité soit identique. Je ne le préconise pas, loin de là. L'année dernière, j'ai augmenté les impôts, pour faire un peu plus de voirie. Je parle d'expérience. Tout cela sans acrimonie et sans jeter la pierre à l'un ou à l'autre. Il est vrai que l'on pourrait peut-être prendre en compte le fait qu'il y a des communes qui sont repliées sur elles-mêmes, avec seulement un bourg-centre, alors que Montaud est un cas très particulier avec une voirie ramenée au nombre d'habitants extrêmement importante par rapport à l'immense majorité des autres communes. Cela pourrait peut-être jouer à un moment donné sur un facteur correctif. Mais il ne s'agira pas de solidarité. C'est de l'aide, éventuellement.

**Monsieur le Président**

Il fut un temps où les députés avaient des enveloppes parlementaires. Et les conseillers généraux aussi. Grâce à ces enveloppes, ils pouvaient aider les communes à refaire des travaux d'intérêt collectif, de voirie, sur l'espace public, les trottoirs ou l'environnement. Aujourd'hui, ils n'ont plus cette enveloppe. Ils sont donc dépourvus. Les conseillers généraux ont pour certains la possibilité d'obtenir des financements particuliers. Pour d'autres, c'est un peu plus compliqué.

*Des propos sont tenus hors micro.*

**Monsieur le Président**

Je veux dire que ces enveloppes n'étaient pas très importantes mais tombaient tous les ans et étaient très utilisées par les maires. Aujourd'hui, les députés n'ont plus d'enveloppe. Mais les sénateurs non plus ! Ils n'ont plus rien. Ils n'ont plus de possibilité d'intervenir personnellement sur les projets des maires. Donc, il est très compliqué de se faire reconnaître. Il faut se mettre à la place des maires. Je me mets à la place de Monsieur RAYMOND. S'il avait un sénateur, un député ou un conseiller général qui lui permettait de faire des travaux supplémentaires sur ses voiries, il en serait parfaitement heureux. Or, là, ils ont eux-mêmes voté la disparition de leur enveloppe parlementaire. Nous n'y pouvons rien.

**Pierre DUDIEUZÈRE**

Je souhaite témoigner du fait que, depuis quelques temps, je suis reçu avec d'autres maires par Thierry ALIS. Depuis que nous avons voté en conférence des maires l'attribution de compensation et les 30 % de plus, tout le monde est ravi et tout le monde l'accepte. Tout le monde est heureux. J'ai été reçu par beaucoup de maires et je suis prêt à aller chez Madame BRISSAUD pour voir son devant de porte. C'est très bien perçu et c'est un plus pour les maires.

**Gilbert PASTOR**

Cela doit permettre de faire plus avec moins de nos fonds.

**Monsieur le Président**

C'est cela l'esprit de la réforme. Et la proposition des maires à laquelle j'ai donné un avis favorable. Les 31 maires sont concernés. Monsieur LANNELONGUE est parti, je le ferai parler après. Je donne donc la parole à Madame DARDE.

**Catherine DARDE**

Merci M. le Président, je vais intervenir bien que vous ayez trouvé étonnant que j'intervienne.

**Monsieur le Président**

Pas vous seulement, que trois élus de Castelnau interviennent sur le même débat !

**Catherine DARDE**

Nous sommes tous conseillers métropolitains, Monsieur le Président, et nous avons tous le droit d'intervenir. Mais je vais être rapide.

**Monsieur le Président**

Nous allons tous faire pareil, vous allez voir.

*Des propos sont tenus hors micro.*

**Monsieur le Président**

Monsieur MARTIN, que pensez-vous de la situation entre le PC et la France insoumise ?

*Des propos sont tenus hors micro.*

**Monsieur le Président**

Madame DARDE, ne vous laissez pas incommoder par des paroles lancées en l'air.

**Catherine DARDE**

Je ne me laisse pas incommoder. Je suis correcte. Je n'interromps pas les autres. Je voudrais juste poser quelques questions sur ce document d'orientations budgétaires qui est assez clair dans la présentation, mais je trouve qu'il est incomplet. Il y a des annonces sur l'investissement de 240 millions d'euros en 2018, de 1,4 milliard d'euros jusqu'en 2022, mais nous n'avons aucun élément sur le détail et sur la programmation pluriannuelle des investissements. Comment voulez-vous que nous puissions nous exprimer sur ce budget si nous n'avons pas de vision à plus ou moins moyen terme ?

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas le budget.

**Catherine DARDE**

Je vais prendre quelques exemples. Sur la ligne cinq, que vous citez, vous parlez de quelques études, mais il n'y a aucun chiffre. Vous parlez de 11 bus mais que fait-on du schéma de mobilité. Où en est-il ? Que prévoit-il à moyen terme ? Comment voulez-vous que nous puissions voter si nous n'avons pas cette perspective.

Par ailleurs, vous privilégiez le MoCo et le nouveau conservatoire. Pour un total de 55 millions d'euros sur la ville. Là, nous avons les chiffres, sur la ville de Montpellier. Je voudrais vous demander pourquoi nous n'avons rien sur la troisième caserne des pompiers de Montpellier. Alors qu'elle est pourtant devenue indispensable pour désengorger les autres casernes. Nous n'avons rien sur la rénovation ou la reconstruction de celle de Castries. Je crois pourtant que ce sont deux projets importants qui permettront d'améliorer la réponse au secours aux personnes, au regard de la très forte progression sur la Métropole.



Je prendrai également comme exemple le schéma d'accueil des gens du voyage : nous l'avons arrêté en septembre 2016. C'est vrai. Pour un montant total de 18 millions d'euros. Mais, aujourd'hui, nous ne savons pas comment, dans les trois à quatre ans à venir, nous allons décliner ce schéma. Nous n'avons aucune information. Je vous demande donc, Monsieur LEVITA, avant le vote du budget prévu au prochain conseil, de nous donner des éléments sur la programmation annuelle car ils sont indispensables pour avoir une vision à moyen terme de ce que nous voulons prioriser comme investissement sur notre Métropole. Nous sommes très favorables à développer notre Métropole par rapport aux besoins des habitants, en matière économique, en matière sociale, mais je voudrais quand même que nous ayons des informations. Sinon, nous voterions un budget les yeux fermés. Or, ce n'est pas possible.

**Monsieur le Président**

Avant de donner la parole à Monsieur LEVITA pour ses conclusions, je vais donner la parole à Madame la députée, Madame MIRALLES qui, si vous siégez au SDIS de l'Hérault, siégez au SDIS national. Puisque Castries et sa caserne ont également été mis en cause, je donnerai également la parole à Monsieur PASTOR, maire de Castries. Mais, préalablement, vous avez parlé du schéma des mobilités. Et j'ai été très étonné, à la lecture de la presse, de voir que lorsque Madame DELGA a déclaré que les deux PEM, celui du Sablassou et celui de Villeneuve ne seraient pas financés par la Région, il n'y ait eu aucune réaction des élus de Castelnau, toutes tendances confondues. Je n'ai rien lu. C'était le silence total. C'est moi qui ai défendu ce sujet. Je n'ai pas défendu Montpellier, mais j'ai défendu Villeneuve et Castelnau, parce que c'est l'intérêt général de la Métropole.

**Catherine DARDE**

La ligne TGV était prolongée.

**Monsieur le Président**

Ils ont fait un deuxième article, le lendemain, pour contredire le premier. Un le samedi, et l'autre le dimanche. Je les ai tweetés tous les deux. Tellement cela était symptomatique.

**Patricia MIRALLES**

Je ne comprends pas pourquoi, Madame DARDE, vous parlez de la caserne, ici, à la Métropole. La caserne concerne Montpellier. L'engagement du Président, de notre maire, à Montpellier, a été, le 31 décembre, puisque nous y étions avec plusieurs membres du Conseil Municipal, de trouver un terrain pour la caserne au Sud de Montpellier. Votre réflexion affirmant que l'on ne trouve pas de financement à la Métropole : c'est normal, puisque cela ne concerne pas la Métropole. Par ailleurs, une troisième caserne arrive prochainement, sur ma circonscription, qui va aussi libérer un peu les pompiers, le temps que Montpellier trouve un terrain adapté et concerté avec les personnes concernées qui sont, en priorité, les pompiers.

**Monsieur le Président**

Et le Département de l'Hérault.

**Catherine DARDE**

Je siége effectivement au conseil d'administration du SDIS au titre de l'EPCI, et c'est donc pour l'ensemble des communes de la Métropole que j'y siége. C'est à ce titre que je relève que le financement de la future caserne que vous avez annoncée, dont je ne peux que me réjouir, sera inscrit tant en fonctionnement qu'en investissement à ce budget, au titre de l'ensemble de la Métropole.

**Monsieur le Président**

Sur le terrain, je me suis entendu avec le SDIS et avec Monsieur MESQUIDA qui est partie prenante, également, pour que nous trouvions ensemble un terrain convenable sur le Sud de la Métropole. Au Sud de Montpellier. C'est le souhait du SDIS. Dès que nous aurons un terrain qui conviendra à chacun, nous mettrons en place la réalisation.

**Gilbert PASTOR**

Je ne m'attendais pas à devoir intervenir sur ce dossier mais, là, j'ai des informations toutes fraîches. J'avais le colonel du SDIS dans mon bureau il y a trois jours. En présence de ma première adjointe, conseillère départementale. Cela fait longtemps que l'on évoque la rénovation de la caserne de Castries. Nous avons proposé un terrain et il semblerait que ce choix ait été, à un moment donné, remis en cause. L'entretien a été cordial mais ferme. En termes diplomatiques. Je dois avoir une réponse dans le mois qui vient pour savoir quelle est la solution que souhaite le SDIS. Comme dans un budget on ne peut mettre que des actes que l'on va réaliser, il aurait fallu lire dans le marc de café pour pouvoir l'indiquer.

Le terrain est bien identifié. L'autre solution serait de refaire, sur la caserne actuelle. Je ne sais pas. Je laisse l'entière liberté de choix au SDIS. Ce sont eux qui décideront. Mais je voudrais savoir, afin de prendre les dispositions légales et autres. Mais sachez que je suis très attentif à l'avancée de la caserne de Castries.

### **Gérard LANNELONGUE**

Il est très difficile d'intervenir à la fin. Effectivement, j'ai été extrêmement patient. Je suis très respectueux des maires et c'est la raison pour laquelle je suis aussi courtois. Je ne le suis pas toujours autant. Mais je l'ai été parce qu'il est vrai qu'aujourd'hui les problèmes que vous avez ne sont pas les mêmes que ce que nous avons à débattre, nous, conseillers municipaux. Surtout à Montpellier, si j'ai bien compris la démonstration de Monsieur RAYMOND. J'ai trouvé intéressant, Monsieur LEVITA, que vous soyez, à un moment donné, poussé dans vos retranchements parce que, ce que vous avez dit en vous énervant c'est la vérité. Si vous voulez bien, je vais la reprendre. Ce qui m'inquiète, c'est l'encours de la dette qui atteint un niveau extrêmement important. Il est de 953 millions d'euros aujourd'hui et sera de 980 millions d'euros quand le budget aura été voté. Soit 1 milliard d'euros. J'ai fait un travail comparatif et j'ai observé les autres Métropole. L'endettement moyen des autres Métropole se situe à peu près à 1 400 euros par habitant. L'endettement moyen de la Métropole de Montpellier se situe, pour sa part, à 2 000 euros par habitant. C'est la réalité. Je ne sais pas si c'est une critique ou au contraire un élément dont vous pouvez vous servir mais, quand on vous reproche de ne pas investir davantage, la réalité est là. C'est que vous n'en n'avez pas la capacité. Certes, c'est un héritage. Je peux le dire plus facilement que vous parce que c'est mon premier mandat. Cette Métropole est très endettée. C'est comme ça. Il faut le dire et le répéter. Ce n'est pas une excuse mais je crois que ce n'est pas assez repris.

Il faut savoir aussi qu'un quart des investissements de la Métropole de Montpellier sont affectés au remboursement du capital de la dette. C'est un cercle un peu vicieux. Je ne peux donc pas être d'accord avec ce que disait Monsieur REVOL : la dette, ce n'est pas bon. On voit effectivement ce qui se passe dans certains pays qui l'ont pratiquée abusivement. Et au niveau de certaines communes. Je ne parle pas d'ici, bien évidemment. Je parlais du legs du passé et, si on regarde la CFE, on constate qu'elle est plus élevée d'environ 18 % de plus que la moyenne. Tout cela se paye. De même, les frais de fonctionnement par habitant pour la Métropole montpelliéraine sont quasiment en tête, derrière Strasbourg. Je crois que nous sommes à 1 933 euros et Strasbourg à 1 956. La moyenne étant à 1 400. Ce n'est pas votre faute. Vous n'augmentez pas la fiscalité. Je ne peux pas vous le reprocher. C'est un fait. Heureusement que vous n'augmentez pas la fiscalité car, sinon, ce serait dramatique. Mais, il faut dire que ces budgets sont contraints. On ne peut pas faire n'importe quoi. Je voulais insister sur ce point car ce n'est jamais assez dit. Concernant la dette, il suffit de voir aujourd'hui ce qui se passe avec la Grèce. Y compris avec un mouvement qui est je crois très proche de celui de Monsieur MELENCHON. On voit ce que fait aujourd'hui la Grèce lorsque l'on est plombé par la dette, on ne peut rien faire. Et c'est comme cela.

### **Max LEVITA**

Je voulais répondre rapidement. Mais, Monsieur MEUNIER étant parti, je ne vais pas lui répondre. Ce n'est pas la peine. Monsieur GRAND est également parti. Donc ce n'est pas la peine non plus. Pour Madame BRISAUD, j'ai déjà indiqué qu'il y avait une impossibilité à discuter. Je constate simplement que je ne peux pas. On ne se comprend pas. J'ai la liste sous les yeux de tout ce que les Métropoles ont fait au cours des dernières années, depuis 2014. Nous sommes la seule Métropole, Ville et Métropole, à ne pas avoir touché au taux d'impôt. Avec Paris, mais qui a une situation particulière. Toutes les autres y ont touché. Monsieur ESTROSI a fait quelque chose d'un peu particulier puisqu'il a diminué son taux de taxe d'habitation 2015 mais qu'il a diminué de cinq l'abattement général à la base. Donc, au total, il a augmenté les impôts. Cela veut dire que vous demandez quelque chose d'impossible. On peut toujours demander l'impossible : soit parce que l'on n'y connaît rien, soit parce que c'est facile dans l'opposition. Ne pas toucher aux impôts pendant cinq ans, c'est un acte héroïque ! Il a fallu que les vice-présidents ici soient particulièrement conciliants.

### **Monsieur le Président**

Effectivement il faut insister sur les mots. C'est héroïque. C'est pour cela qu'il parlait des mousquetaires. C'est pour cela qu'il parlait de d'Artagnan. Parce qu'il est héroïque. Comme d'Artagnan.

### **Max LEVITA**

Demandez à chacun des vice-présidents. Je les reçois en ce moment pour leur indiquer ce qu'on leur inflige. Et ils acceptent, parce qu'il s'agit d'investir pour arriver à tenir.

Monsieur ROUILLEAUT a parfaitement compris, je le remercie. Monsieur REVOL également. Sauf que, René, critiquer les dépenses de communication, c'est pointer du « *pipi de chat* ». Je veux bien les diminuer si tu veux, mais cela ne me rapportera pas grand-chose.

Ce n'est pas avec cela que je vais retrouver une marge de liberté considérable. On dit cela en général dans l'opposition. C'est du niveau de Madame BRISSAUD.

**Anne BRISSAUD**

*(Propos hors micro).*

**Max LEVITA**

Je ne vous insulte pas. Mais c'est de votre niveau de dire cela. Les dépenses de communication, cela ne représente que très peu. D'ailleurs, le Président les a baissées.

**Anne BRISSAUD**

*(Propos hors micro).*

**Max LEVITA**

Vous n'avez pas le droit de dire n'importe quoi. C'est cela qui est insupportable. C'est insupportable. Les vice-présidents font un travail considérable. Vous ne comprenez rien. Vous ne travaillez pas sur les sujets qui sont là.

**Monsieur le Président**

Madame BRISSAUD, il ne faut pas avoir peur de reconnaître qu'il y a des différences de niveau. Il y a toujours un niveau au-dessus et un niveau en-deçà. Nous sommes tous comme cela.

**Max LEVITA**

Je suis désolé mais un débat d'orientations budgétaires, ce n'est pas un budget !

**Anne BRISSAUD.**

*(Propos hors micro).*

**Monsieur le Président**

Je crois que nous sommes arrivés au bout du débat qui a été fortement démocratique.

**Max LEVITA**

On ne peut pas discuter. On n'est pas sur les mêmes thèmes. C'est insupportable. Je suis conscient de ce qui est infligé à tous les responsables de cette Métropole. Les vice-présidents, les administrations, qui savent ce qu'ils doivent faire. Et, là, vous dites qu'il faudrait baisser. C'est insupportable. C'est une incompréhension de la situation dans laquelle nous sommes. Cela, c'est insupportable. Ce n'est pas du mépris. Vous ne parlez pas notre langue. Ce n'est pas du mépris.

**Anne BRISSAUD**

*(Propos hors micro).*

**Monsieur le Président**

Je vais vous proposer de ne pas mettre aux voix puisque selon la loi un débat d'orientations budgétaires n'est pas un budget et n'est donc pas voté. Par contre, je vous propose de nous prononcer sur le fait que le débat a eu lieu et que chaque élu a reçu les pièces nécessaires pour la compréhension et la participation à ce débat. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vous n'avez pas reçu les pièces ?

*Des intervenants s'expriment hors micro.*

**Max LEVITA**

Il n'y a pas de jugement à porter. Tu le porteras au budget.

**Monsieur le Président**

On vote sur le débat. Est-ce que le débat a eu lieu ? Oui. Alors, je vais faire voter sur le débat. Le débat a-t-il eu lieu ? Qui considère que le débat n'a pas eu lieu ? Il n'a pas eu lieu ?

**Isabelle TOUZARD**

Je vais m'abstenir sur cette question, je vais vous expliquer pourquoi Monsieur le Président, mes collègues...

*Des intervenants s'expriment hors micro.*

**Monsieur le Président**

On ne va pas passer la nuit là-dessus. Si vous le voulez, Madame TOUZARD, abstenez-vous ou votez contre. Qui considère qu'il n'y a pas eu de débat ? Il n'y a plus personne. C'est réglé. Affaire suivante.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité, tant sur l'existence et la transmission aux élus du rapport d'orientations budgétaires que sur la tenue du débat d'orientations budgétaires.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 5 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - FINANCES GESTION DE LA DETTE  
GESTION DE LA DETTE - DEMANDE DE RECONDUCTION DU FONDS DE SOUTIEN**

*Mme C. DARDE et MM. H. MARTIN, H. ROUILLAULT, M. MAJDOUL sortent de séance.*

*M. JP. RICO sort provisoirement de séance donnant pouvoir à Mme C. MARION.*

*M. E. PENSO sort définitivement de séance.*

**Max LEVITA**

Mes chers collègues, vous savez que nous avons deux emprunts à des taux structurés. Un emprunt qui a été conçu le 20 avril 2007 et un le 1<sup>er</sup> août 2008. Ce sont des emprunts pour lesquels nous pouvons demander une aide de la SFIL. Pour le moment, nous suivons ces emprunts. Nous demandons en fait de pouvoir demander à la SFIL d'intervenir dès lors que la situation l'exigerait. Pour le moment, elle ne l'exige pas. Il n'y a pas de danger semble-t-il. Mais nous vous demandons de reconduire l'appel au fonds de soutien. La situation reste inchangée d'autant plus qu'un de ces emprunts passe en taux fixe en 2022.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 6 : ACTUALISATION DES REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DES DIVERS ORGANISMES - DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Je proposerai, en remplacement de Madame KERANGUEVEN, au conseil d'administration de l'EPIC du domaine d'O, la candidature de Madame Véronique DEMON. Y a-t-il d'autres candidats ?

**Isabelle TOUZARD**

Pour le groupe de coopération métropolitaine, nous proposons Monsieur Roger CAIZERGUES.

**Monsieur Président**

Nous votons à main levée, cela vous convient ? Qui demande un vote secret ? À main levée, à l'unanimité. Qui vote pour Monsieur CAIZERGUES ? 17.

Qui vote pour Madame DEMON ? 51. Madame DEMON est élue.

*A l'issue d'un vote à main levée, Madame V. DEMON qui a obtenu 51 voix est élue, la candidature de M. R. CAIZERGUES ayant obtenu 17 voix.*

**AFFAIRE N° 7 : SCHEMA DE MUTUALISATION : BILAN 2017 ET PERSPECTIVES**

*Mmes S. BOUALLAGA, C. DARDE et MM. JP. RICO, H. MARTIN, M. MAJDOUL, H. ROUILLAULT entrent en séance.*

*Mmes S. KERANGUEVEN, V. BARTHAS-ORSAL, et C. PANOS sortent de séance.*

*M. G. LANNELONGUE sort définitivement de séance.*

## Max LEVITA

Dans ce schéma, est prévu un déploiement progressif d'une coopérative de services à destination des communes et, d'autre part, une démarche de rapprochement entre les services de la Ville et de la Métropole. Les deux démarches sont en interaction. La seconde a un aspect plus organisationnel que la première mais elle est au service de la première. Ce schéma a déjà été présenté l'année dernière. Il est conçu comme un espace de projets au sein du groupe communal, pour permettre aux communes volontaires, à la Ville de Montpellier et à la Métropole, de partager de l'expertise, des compétences et des moyens, dans le respect du pacte de confiance et des souverainetés communales.

Le bilan annuel est une obligation légale. Il doit vous être présenté avant le vote du budget primitif. L'an dernier, nous avons présenté un premier bilan et cette année nous présentons le second qui va nous permettre d'échanger sur la bonne mise en œuvre et les résultats du schéma. Dans ce schéma, on exclut les transferts de compétences obligatoires. En particulier la voirie. Cela relève d'un financement par les mécanismes d'attribution de compensation. On établit les coopérations existantes et prospectives entre l'EPCI et les communes membres, mais également entre les communes, via la mise en commun de moyens au sein de la coopérative de services. Troisièmement, on présente les outils de suivi et d'évaluation du schéma sur les quatre années du déploiement opérationnel du schéma. Enfin, on établit l'impact sur les effectifs liés à la création de services communs dans le cadre du rapprochement des administrations de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Je vous rappelle que le schéma a été conçu comme une feuille de route programmatique sur la durée du mandat. Au service de l'amélioration. D'autres Métropoles ont choisi une démarche différente. Nous voulons avancer d'une manière progressive. Ce dispositif de mutualisation repose sur des niveaux d'intégration différents chez chaque commune qui décide. Cela va de la simple participation à un réseau d'échanges thématiques à la création de services communs, avec éventuellement, au milieu, la prestation de service demandée. Concernant la méthodologie, pour la coopérative de services, 27 équipes ont été mobilisées, qui associent systématiquement des cadres communaux de la Métropole et de la Ville de Montpellier avec les représentants des autres communes. Il y a d'une manière générale le copilotage entre DGS de communes, et un cadre métropolitain. Chaque équipe a mission de faire avancer de façon opérationnelle l'action pilotée. D'une manière globale, les équipes projet sont appuyées par une équipe de pilotage qui comprend huit référents, quatre DGS de communes, un cadre de la Ville de Montpellier, et trois cadres métropolitains. Cette équipe de pilotage est garante de la cohérence des méthodes et des synergies entre les différentes actions du schéma.

Concernant la mise en place des services communs Métropole-Ville, la convergence des services est une démarche progressive qui vise, sur la durée du mandat, à rapprocher l'ensemble des services exerçant des missions similaires au sein des deux organisations, avec un objectif prioritaire de court terme de renforcer la coordination et la cohérence de l'action portée par ces deux entités. À moyen et à long terme, l'objectif est d'offrir de nouveaux services aux usagers et de réaliser des économies de fonctionnement. Nous nous appuyons sur trois principes fondamentaux. En premier lieu, la transparence. Le rapport, qui vous est présenté et qui sera renouvelé chaque année au moment du débat d'orientations budgétaires sera l'occasion de présenter un bilan d'étape. Le deuxième principe fondamental est la neutralité financière. Chaque mutualisation fait l'objet d'une convention de service et d'une fiche d'impact présentées en Conseil et votées. Dans la plupart des cas, la clé de répartition adoptée consiste à appliquer un prorata des masses salariales. Mais, contrairement à la procédure que nous avons suivie pour le mécanisme de l'attribution de compensation qui est un mécanisme figé une fois pour toutes, ici, nous examinerons chaque fois la situation pour que la Métropole ne prenne pas à sa charge des dépenses de personnel de la Ville qui ne lui incombent pas et inversement. Nous sommes donc tout à fait d'accord pour être contrôlés. Il y a une opposition et c'est très bien qu'elle joue son rôle. Nous sommes contrôlés par la Chambre Régionale des Comptes, par la Cour des Comptes nationale, et chacun doit jouer son rôle, mais nous devons néanmoins pouvoir fonctionner. Le troisième principe est celui de la progressivité. Nous avons adopté une logique de progressivité dans le temps afin de permettre des ajustements et éventuellement des pauses en fonction des réalités rencontrées.

Les outils d'évaluation vous sont présentés. Au total, si je prends la coopérative de services, nous en sommes aujourd'hui à 27 actions. Mais nous en avons augmenté deux à votre demande. Le projet d'éco-métropole, qui est porté par l'écolothèque de la Métropole, et un deuxième avec les nouvelles coopérations, avec l'appui d'actions aux communes pour l'ingénierie de restauration collective. Il y a des actions qui ont également été différées dans le temps, en particulier toutes celles en charge des équipes liées à l'élaboration des projets structurants, le SCoT, le PLUi, Montpellier Métropole territoires. Les équipes n'ont pas le temps de travailler sur les actions et nous avons été d'accord pour les différer un peu plus tard. D'autres sujets qui étaient prévus, comme le réseau thématique périscolaire, n'ont pas été traités, compte tenu de la loi sur l'évolution des rythmes scolaires qui, aujourd'hui, interroge même le maintien de cette action au sein de la coopérative de services. Vous avez dans le tableau le nombre total des actions. 27 en 2016 et 29 en 2017. Celles qui sont démarrées, celles qui sont différées, et le nombre d'actions à retirer pour l'instant.

Au total, on peut faire un focus thématique sur 8 actions en phase de développement. Le premier focus porte sur la plate-forme informatique et la coopération dans le domaine informatique. La plate-forme e-services. À l'heure actuelle, elle est déployée sur 21 communes. La plateforme e-administration a été étendue à 25 communes et la plateforme e-marchés concerne aujourd'hui 30 communes. Nous pouvons dire que, grâce à cette mutualisation, les communes accèdent à des niveaux de service à des coûts réduits. Par exemple, la plate-forme Open Data met à disposition gratuite des communes 500 jeux de données. Le coût annuel de la plate-forme e-services est de l'ordre de 30 000 euros pour la Métropole qui prend en charge 50 % du coût de chaque commune, rapporté au prorata du nombre d'habitants. La charge annuelle de ce service, la plus élevée atteint 140 439 euros par an, sans doute pour Montpellier, tandis que la plus faible atteint 81 euros. Dans le rapport qui vous est donné vous avez les détails sur la prise en charge.

Pour la plate-forme e-administration c'est la Ville de Montpellier qui prend à sa charge 9 333 euros sur les 13 000 dévolus. La plus forte contribution est de 564 euros et la moins élevée de 32 euros. Neuf communes participent à l'initiative pilotée par la direction des services informatiques de la Ville de Montpellier pour obtenir un projet de création de labels sur les écoles numériques.

Sur le focus numéro deux, le réseau thématique ressources humaines, ma collègue apportera des précisions.

Il y a également un focus sur la culture et le réseau thématique enseignement musical. Mon collègue pourra répondre à vos questions.

Concernant le rayonnement territorial des événements sportifs, je répondrai à vos questions de même sur l'accessibilité, le projet éco Métropole. Madame MARSALA répondra concernant la restauration collective puisque c'est essentiellement la direction de la politique alimentaire de la Ville de Montpellier qui a mis à la disposition gratuite des communes son expertise en matière d'alimentation, d'ingénierie en restauration collective, d'achats de proximité. Il faut noter également l'animation du réseau thématique affaires juridiques qui a été lancée en 2017.

En conclusion, les coopérations n'ont pas permis de développer des services communs entre la Métropole et les communes mais c'est un constat qui est fait par l'ADCF dans son rapport sur les schémas de mutualisation des EPCI en France. Les économies d'échelle ne sont pas mesurables aujourd'hui d'un point de vue global. À titre personnel, j'ai fait une étude pour savoir s'il existait des études universitaires, par exemple, sur les bienfaits de la mutualisation. Je n'en ai pas trouvé. On a toujours l'impression et tout le monde a le sentiment qu'en matière de mutualisation, deux plus deux égale trois. Alors qu'il n'y a pas de démonstration de cette réalité. Même si nous ne pouvons pas mesurer, nous pensons que les économies d'échelle ne sont pas négligeables car les coopérations développées ont permis de renforcer les synergies des savoir-faire et des expertises.

En parallèle à la coopérative de services, et afin de renforcer la proximité intercommunale, la Métropole a également mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2016 des guichets uniques dont la qualité a été soulignée par les maires et en particulier par Monsieur REVOL lors de la réunion avec les 31 maires puisque, initialement, nous n'avions même pas prévu de les faire figurer dans le rapport sur les mutualisations. Ces guichets uniques exercent un véritable service public de proximité qui satisfait l'ensemble des maires. Concernant la convergence Métropole et Ville de Montpellier, dans le rapport que vous avez vu vous voyez la progressivité de la démarche. Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, 440 postes, soit 7,48 % des postes permanents de la Ville et de la Métropole ont intégré des services communs. C'est un pourcentage relativement faible par rapport à d'autres métropoles qui sont plus intégrées et qui sont de l'ordre de 15 %. Aujourd'hui, la prospective dont nous disposons amène à considérer que les effectifs intégrant des services communs devraient approximativement atteindre le plafond de 600 agents en fin de mandat. Dans le rapport que vous avez sous les yeux, le bilan souligne que la mutualisation a permis à ce jour d'économiser huit postes d'encadrement. Vous avez un tableau extrêmement complet, à la page 16 du rapport, qui vous permet de voir que la charge financière des services communs est répartie entre les deux collectivités en application d'une clé de répartition variable suivant les services et qui génère des flux de remboursement. Je vous en ai parlé dans le débat. Il s'agit de 9,3 millions d'euros, qui sont payés par la Ville de Montpellier à la Métropole, pour ces transferts. Les clés de répartition sont en général sur la masse salariale, mais évoluent en fonction des masses de progression. Cela est présenté chaque fois qu'une opération a lieu. Il est prévu, dans les conventions, que les clés de répartition ne sont pas figées et qu'elles peuvent être réévaluées au regard, notamment, des éventuelles évolutions des activités.

Le seul surcoût inhérent à la création de services communs entre la Ville et la Métropole est la conséquence résultant de l'application du droit d'option prévu par la réglementation. Un agent mutualisé de la Ville à la Métropole peut conserver le régime de la Ville à sa demande ou adopter le principe de la Métropole. Il est libre. A aucun endroit nous ne pesons sur les décisions. Il n'y a pas plus libres que nous.

Concernant les perspectives pour 2018, pour le sport, une cartographie des équipements va être lancée pour les équipements et les politiques sportives à l'échelle du bloc communal, pour recenser l'ensemble des équipements sportifs et des pratiques sportives au niveau du bloc communal et de chaque commune. Concernant la culture, la Ville de Montpellier a posé les jalons d'une politique attractive en créant un bureau d'accueil des tournages. Nous vous proposerons que ce bureau devienne un bureau d'accueil des tournages métropolitains si vous le voulez bien. Si vous ne le voulez pas, nous ne le ferons pas.

Vous avez pu constater l'intense collaboration qui était mise en place par les élus et en particulier par Madame ILLAIRE qui est responsable des ressources humaines. Ainsi que les Vice-Présidents à la culture, au sport et les autres, ainsi que les maires. Je remercie également l'administration qui mène la réflexion sur ces points, et en particulier Monsieur DETRIE et Madame CASTELLO mais plus généralement toute l'administration. J'y ajoute également, Mesdames et Messieurs les maires, vos DGS. Un dernier remerciement à Karine CANER pour la qualité du rapport que vous avez entre les mains qui montre la qualité des rapports qui se mettent en place entre la Métropole, la Ville de Montpellier, et les 30 communes. Madame ILLAIRE va faire un focus particulier sur le troisième point proposé pour que vous voyez comment cela fonctionne. Cela concerne les ressources humaines.

### **Régine ILLAIRE**

Je vais présenter la fiche numéro trois intitulée réseau thématique ressources humaines. Cette fiche vise à créer un réseau des référents ressources humaines des communes, de la ville de Montpellier, de la Métropole. Les objectifs fixés pour 2019 sont la mise en place des actions mutualisées en matière de formation, le partage des savoir-faire et des expertises, tant en matière d'environnement professionnel, recrutement et concours, que sur les carrières, la paie ou la réalisation des achats groupés de formations. Nous avons noté les points forts en 2017. La formation. Il y a eu 24 formations mutualisées qui ont été réalisées sur le territoire de la Métropole. Cela équivaut à 94,5 jours de formation. 180 agents des communes ont été formés. Cela concerne 18 communes actives dans le réseau. Il faut savoir qu'il n'y a pas de coûts supplémentaires pour les communes qui sont regroupements. Les communes sont actrices à part entière du réseau RH. On note une grande réactivité du réseau d'entraide, notamment par mail, ce qui crée une solidarité entre tous les services de ressources humaines. Je voudrais aussi ajouter que le CNFPT est un partenaire essentiel du réseau. Il est présent systématiquement en réunion. Actuellement, en 2018, le réseau travaille à la création d'une CVthèque pour partager les candidatures avec l'appui de la direction informatique de la Métropole. Je m'associe aux remerciements de Max pour tout le personnel qui a travaillé avec brio et consciencieusement pour organiser cette mutualisation.

### **Monsieur le Président**

Je voudrais préciser que nous avons reçu un courrier de Madame la Présidente de groupe, Madame TOUZARD, qui nous demande de mettre en place une Mission d'Information et d'Évaluation sur les mutualisations. Pour ce faire, nous vous proposons de voter la composition de cette commission au prochain Conseil de Métropole. Puisque la loi demande, si les élus souhaitent ce type de commission, que la Métropole obtempère. Nous mettrons en place cette commission. Nous la voterons le 22, à la représentation proportionnelle puisque ce sont les termes de la loi. Qui demande la parole ?

### **Isabelle TOUZARD**

Merci pour cette réponse à notre courrier. En effet, selon le règlement intérieur, je crois que c'est dans un délai de trois mois qu'il fallait qu'un Conseil mette en place cette mission. Je veux remercier pour le travail très important accompli par les services et les directions générales des services dans les différents groupes de travail. Au niveau de la coopérative de services, il y a vraiment l'expression de ce qu'est un établissement de coopération intercommunale. Au-delà des gros investissements qui peuvent être faits sur le territoire, ce travail au quotidien fait aux côtés des équipes municipales, et entre équipes municipales, avec les échanges d'expériences, on n'imagine pas combien, à l'échelle des petites communes, qui sont moins dotées en expertise, cela est précieux. J'insiste là-dessus.

Concernant la coopérative de services, il me semble que l'on inclut dans la coopérative des éléments de politique publique qui préexistaient, qui se font déjà. Les choses ont ainsi peut-être été un peu gonflées. Comme avec la Métropole fait son cinéma. C'est juste un exemple. Quelle est la définition et le contour exact d'une coopérative de services ? Ma question ne se veut pas polémique. Je souhaite simplement savoir par rapport à ce qui se faisait au niveau de l'Agglomération, ce qu'il y a comme nouveautés avec la coopérative de services.

Concernant la mutualisation, comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, durant toute l'année 2017, petit à petit, face au rythme accéléré de convergence des services, nous avons demandé une pause. Elle n'est pas intervenue. Il y a eu jusqu'à 600 agents mutualisés. À la fin du mandat. C'est pourquoi nous avons fait cette demande de mission d'information. Pour ce deuxième volet du rapport, et non pas pour la coopérative de services que, personnellement, j'approuve à 100 %, je vais m'abstenir.

#### **Max LEVITA**

Concernant la coopérative de services, pourquoi ne prendrions-nous pas ce qui existe déjà ? Nous n'allons pas réinventer l'eau tiède. Cela fait partie de la coopération. Chaque commune est libre. Cela peut aller de la participation simple en tant que personne, au réseau thématique, jusqu'à la création d'un service commun, en passant par de la prestation de services. C'est chaque fois différent et la liberté est laissée à chaque commune de décider de son implication. Les 31 communes ne sont pas dans les 29 actions. Il y en a 10 dans certains, 15 dans d'autres, 25, etc. Je ne vois pas comment faire autrement. Vous avez la liberté. Si vous n'en voulez pas, nous ferons. Soit nous vous le laissons.

#### **Isabelle TOUZARD**

Je suis désolée, mais je ne comprends pas la réponse. Je n'ai pas posé de question dans ce sens.

#### **Max LEVITA**

Tu demandes ce que recouvre la coopérative de services mais c'est toi qui décide. On n'en discute dans le groupe de travail, à l'intérieur, et la commune décide de participer au pas.

#### **Isabelle TOUZARD**

Ce n'était pas ma question. C'était juste par rapport aux demandes de la loi NOTRe qui demande de mettre en place des coopératives de services. Je pensais que, dans le rapport, on mettait en exergue ce qui était neuf avec la création de la Métropole. Je souhaitais juste avoir plus de détails sur le périmètre. C'est la seule question que je posais. Ce n'est pas polémique.

#### **Bernard TRAVIER**

Je voudrais répondre à Isabelle. Ce qui est profondément différent, c'est l'esprit dans lequel cette mutualisation est mise en place. Je vais prendre trois exemples. Elle a cité l'exemple de la Métropole fait son cinéma. Il y a 31 communes et donc 31 séances de cinéma. Sauf cette année où la Mairie de Pérols n'a pas pu accueillir mais parce que c'est son choix et qu'elle était tenue par des contingences matérielles parce que c'est au mois d'août et que le personnel municipal est très sollicité pour d'autres opérations à cette période.

Je souhaite évoquer le sujet très sensible du fonds d'aide à la diffusion théâtrale qui devient un fonds d'aide à la diffusion du spectacle vivant. Pour 2017, la ville de Montpellier n'a obtenu que 14 % du fonds d'aide. Et les communes de la Métropole, 12 communes, ont obtenu 86 %. J'ai vérifié avec les services. Avant que nous n'intervenions, le rapport était totalement inversé. La ville de Montpellier captait ainsi l'essentiel et les communes très peu de choses. Je crois donc que c'est un élément à mettre au crédit de la Métropole. Il est possible que certaines manifestations perdurent mais c'est dans un esprit différent.

Je prendrai ensuite l'exemple de la Métropole fait son cirque. Montpellier diffuse un spectacle. Ensuite, c'est Courdonterral, Vendargues, Jacou et Grabels qui ont bénéficié de la totalité des manifestations. Je dois dire que, cette année, nous sommes arrivés pratiquement à un point de perfection puisque l'accueil des communes a été parfait. Les meilleurs emplacements ont été donnés par les quatre maires et l'accueil des compagnies a été parfait. Ce sont les compagnies qui l'ont dit. J'ai circulé dans les cinq communes et j'ai pu vérifier l'exactitude de ce qui m'avait été dit. Et j'ai assisté à un spectacle dans chacune. Là aussi, c'est nouveau. Je vais citer un autre exemple. Montpellier Danse. Avant notre arrivée, ce n'est pas nous qui décidions. C'était Montpellier Danse. C'est terminé. Maintenant, nous travaillons avec des tableaux. Monsieur le Président a arbitré les propositions qui sont faites en fonction de ce que les uns et les autres ont eu depuis quatre ans. Contrairement à ce qu'a cru nécessaire d'écrire, encore une fois, Montpellier Danse cette année, dont j'ai lu le courrier ce matin qui était reçu par une commune, nous n'avons pas choisi de privilégier une commune en décidant avec Montpellier Danse. Ce sont les services et moi-même avant une validation par le Président. Ce n'est pas du tout l'opérateur qui décide. Nous avons repris la main sur beaucoup de choses et nous le faisons dans un esprit différent. Cet esprit est celui de l'équité.

Je rappelle que lorsque nous avons mis en place le schéma d'enseignement de la musique en Bureau des Maires et des Vice-Présidents, Cyril MEUNIER m'a fait observer qu'il y avait une carence dans le système qui concernait les écoles associatives. Il avait raison. Nous avons repris le schéma et nous avons mis en place deux systèmes.



L'association avec un certain nombre de communes, et l'habilitation, en quelque sorte, c'est faire en sorte que les associations qui le souhaitent puissent adhérer ou pas à ce schéma. L'association qui porte l'enseignement de la musique à Lattes a choisi de ne pas adhérer. Nous avons ainsi pu sauver certaines écoles et en aider d'autres. Dans le secteur associatif, il y en a une seule qui est aidée. C'est L'Internote parce qu'elle couvre cinq communes si je me souviens bien. C'est une association qui a donné du souci aux communes et à la Métropole. Et nous avons fait en sorte de la maintenir et de l'aider. Donc, ce qui est profondément différent, selon moi, c'est l'esprit dans lequel tout cela est mis en œuvre.

**Monsieur le Président**

La comédie du livre en fait partie aussi.

**Bernard TRAVIER**

Bien sûr.

**Monsieur le Président**

On peut considérer que c'est un nouveau service apporté aux communes.

**Bernard TRAVIER**

Tout à fait. Et puis, le maillage territorial s'est amélioré et nous sommes passés à 15 puisque la médiathèque de Saint Jean de Védas a été intégrée au réseau à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Monsieur le Président**

Nous vous avons fait l'exposé, comme vous l'aviez demandé, avec beaucoup de maires, en conférence des maires. Nous proposons de mettre en place la Mission d'Information et d'Évaluation, le 22 février, lors du Conseil. Elle sera votée à la représentation proportionnelle.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 16. Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (16 abstentions).*

**Pour : 72 voix**

**Abstentions : 16**

**Se sont abstenus :** Mme M. CASSAR, M. C. COUR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, Mme C. DONADA, Mme I. GIANIEL, M. JP. GRAND, Mme C. JABADO, M. A. LARUE, M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

**AFFAIRE N° 8 : SCHEMA D'AMELIORATION DE L'ACCESSIBILITE DES SERVICES AU PUBLIC SUR LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT - CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C'est une convention que nous signons en application de la loi NOTRe avec l'État et le Département pour aider à la présence des services publics sur l'ensemble du département et, pour nous, sur la Métropole. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix**

**AFFAIRE N° 9 : MISE EN ŒUVRE DE LA MEDIATION DANS LE RESSORT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme S. KERANGUEVEN entre en séance.*

*Mme C. JABADO et M. C. COUR sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

On va vous proposer, par la signature d'une convention future, dans une dizaine de jours, avec Madame VIDARD, Présidente du Tribunal administratif, de mettre en place ce processus qui a pour but la médiation pour favoriser un règlement alternatif des litiges. Qui demande la parole ? Contre ?

**Catherine DARDE**

Il y a déjà un certain nombre d'instances qui font des conciliations et des médiations. Je n'ai pas tout compris.

**Monsieur le Président**

Cela dépend de la nature des litiges.

**Bernard TRAVIER**

Le gouvernement a souhaité développer des moyens alternatifs de règlement des différends. Il y a deux procédures qui sont applicables : la conciliation et la médiation. La médiation consiste à rapprocher les parties et la conciliation consiste à les concilier. Devant la surcharge de travail des juridictions, judiciaires et administratives, le gouvernement a proposé de procéder par voie de médiation ou de conciliation. Il y a donc des formations qui sont rendues obligatoires et un certain nombre de professionnels se sont inscrits et sont maintenant qualifiés conciliateurs médiateurs. L'exigence du gouvernement va plus loin puisque, en matière civile, lorsque vous assignez, vous êtes obligés d'indiquer quelle est la mesure de conciliation ou de médiation permettant de parvenir à une solution amiable du litige que vous avez utilisée avant d'assigner. C'est l'article 56 du Code de procédure civile. Cela marche maintenant assez bien, même si le texte, comme d'habitude, n'a pas prévu de sanction. Mais c'est une volonté très forte du gouvernement. Et les avocats participent très activement. Il y a des associations de médiation. Cela n'a commencé en matière familiale, ensuite en matière commerciale. Au Tribunal de commerce de Paris, par exemple, on ne plaide pas si on n'est pas d'abord passé devant les conciliateurs. Devant ce Tribunal de Paris on ne discute pas. Devant les autres juridictions, si. Les avocats font la loi. Mais pas là. Ils sont obligés. C'est un mouvement auquel nous ne pouvons pas échapper et auquel nous devons participer, à mon avis.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix**

**AFFAIRE N° 10 : CONSEIL DE DEVELOPPEMENT - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORTS, D'HEBERGEMENT, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ET DES TIERS EXTERIEURS INVITES A PARTICIPER A SES TRAVAUX - APPROBATION**

*Mmes C. PANOS et C. JABADO entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix**

**AFFAIRE N° 11 : COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - MODIFICATION - APPROBATION**

*Mme V. BARTHAS-ORSAL entre en séance.*

**Monsieur le Président**

On vous propose de modifier les intitulés des commissions. Premièrement, la planification et l'aménagement durable du territoire en ajoutant le mot foncier en lieu et place de développement et aménagement durable du territoire. Deuxième modification, transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté l'unanimité

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix**

**AFFAIRE N° 12 : ATTRACTIVITE - MISSION DE PROSPECTION ENTREPRISES INNOVANTES - LONDRES - DU 18 AU 20 JANVIER 2018**

*Mme I. TOUZARD sort définitivement de séance donnant pouvoir à J. VERA.*

**Monsieur le Président**

C'est la mission qui a eu lieu à Londres avec Madame Chantal MARION. Qui lui demande des explications ? Personne. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix**

**AFFAIRE N° 13 : COMMUNE DE BEAULIEU - REVISION ALLEGEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée. À l'unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix**

**AFFAIRE N° 14 : PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR (PSMV) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE**

**Monsieur le Président**

Nous vous proposons les candidatures suivantes. Titulaires : Monsieur BARRAL, Madame LEVY-RA-MEAU, Madame YAGUE, Madame MARSALA, Monsieur YOUSSEUS. Suppléants : Monsieur EL KANDOUSSI, Madame JANNIN, Monsieur LEVITA, Monsieur COUSQUER et Monsieur TRAVIER. Y a-t-il d'autres candidats ?

**Joël RAYMOND**

Je vous propose une liste. Titulaires : Alex LARUE, Christophe COUR, Roger CAIZERGUES, Catherine DARDE, Pierre BONNAL. Suppléants : Joël VERA, Isabelle TOUZARD, Claire JABADO, Carole DONADA, Joël RAYMOND.

**Monsieur le Président.**

Nous allons l'appeler la liste 2. Qui s'exprime pour la liste 2 ? 18. Et pour la liste 1 ? 59. La liste 1 est élue. Merci.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste 1 qui a obtenu 59 voix est élue, la liste 2 ayant obtenu 18 voix.*

**AFFAIRE N° 15 : COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - SECTEUR ROQUEFRAISSE - AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE**

*M. C COUR entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Madame MARION et Madame JANNIN ne prennent pas part au vote.

Contre ? Abstention ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 86 voix**

**Ne participent pas et ne prennent pas part au vote : C. MARION et S. JANNIN.**

**AFFAIRE N° 16 : COMMUNE DE MONTPELLIER - PROGRAMME MODIFICATIF DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC NOUVEAU SAINT - ROCH - ACCORD DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre. Abstention. Unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix**

**AFFAIRE N° 17 : INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN RENFORCE SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE RELATIF A LA PARCELLE CADASTREE AR 1 SITUEE SUR LA COMMUNE DE JACOU**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre. Abstention. Unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix**

**AFFAIRE N° 18 : PROJET URBAIN PARTENARIAL AVENUE DE MIREVAL - PARCELLE AK 92 - ICADE - COMMUNE DE VILLENEUVE – LES - MAGUELONE - CONVENTION DE PUP - CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE - APPROBATION -AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre. Abstention. Unanimité.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 87 voix**

**Ne participe pas et ne prend pas part au vote : S. JANNIN.**

**AFFAIRE N° 19 : MARCHE D'INTERET NATIONAL (MIN) MONTPELLIER MEDITERANEE METROPOLE - AUTORISATION DE LANCEMENT DE L'ETUDE DE DEFINITION DU SCHEMA DIRECTEUR - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LES ETUDES D'ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR DU MIN**

*M. A. LARUE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. C. COUR.*

*M. Y. PELLET sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Monsieur COUR.

**Christophe COUR**

Il serait peut-être intéressant, dans les actifs, que l'on puisse penser au fait que les infrastructures de ce marché gare le week-end sont inoccupés et que, dans le futur quartier, on pourrait utiliser ces infrastructures qui sont payées par les professionnels pour l'intérêt d'un marché local notamment dans le futur quartier de la Restanques, ce qui ne coûterait rien ni à la Métropole ni à la Mairie et qui permettrait de rentabiliser des investissements payés par les professionnels.

**Monsieur le Président**

Votre idée est de dire que, dans ce lieu, on peut mutualiser un certain nombre de fonctions ?

**Christophe COUR**

Tout à fait.

**Monsieur le Président**

Eh bien, moi, je suis comme vous, je suis pour la mutualisation. Donc, c'est une bonne idée. Je la transmettrai à la nouvelle Présidente, Marie-Hélène SANTARELLI. Je demande l'administration de modifier. Ce n'est pas

Madame GALABRUN qui est Présidente. Madame SANTARELLI ne prend donc pas part au vote mais Madame GALABRUN peut.

### **Christophe COUR**

L'intérêt du marché gare est d'avoir les différents distributeurs réunis sur un même lieu. Quand quelqu'un, par exemple un particulier, est intéressé pour aller acheter une paire de chaussures, en général, il va dans un lieu où il y a plusieurs magasins, plutôt que dans un endroit où il n'y en a qu'un seul. Cela permet d'avoir un grand choix de références et des prix meilleurs. Il y a aujourd'hui parfois des prix plus élevés que sur le MIN. Il serait donc intéressant de tous les réunir pour mutualiser les distributeurs. Le foncier du marché gare appartient par ailleurs aux collectivités et ce sont les professionnels qui louent. Dans les temps à venir, les dotations de l'État ne semblent pas s'orienter vers une augmentation et cela pourrait peut-être constituer une source de revenus collatérale intéressante dans les années à venir. Merci.

### **Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 19. Contre ? Abstention ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 83 voix**

**Ne participent pas et ne prennent pas part au vote :** Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. R. CALVAT, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme MH. SANTARELLI.

### **AFFAIRE N° 20 : PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET POLE EMPLOI HERAULT - CONVENTION CADRE - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

### **AFFAIRE N° 21 : DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - CLOTURE DE L'EXERCICE 2017 - AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE GESTION DES AIDES A L'HABITAT PRIVE CONCLUE AVEC L'ANAH - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée. Je m'excuse encore de ne pas avoir pu venir aux vœux de Villeneuve.

### **Noël SEGURA**

*(Propos hors micro).*

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

### **AFFAIRE N° 22 : CREATION DE 64 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION, RESIDENCE « FRANÇOIS VILLON » BAT A ET B, 240 AVENUE DE LODEVE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 81 voix**

**Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :** M. G. CASTRE, M. R. COTTE, A. EL KAN-DOUSSI, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. P. SAUREL, M. JL. SAVY.

**AFFAIRE N° 23 : REHABILITATION DE 278 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « CAP DOU MAIL », AVENUE DE LOUISVILLE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. R. CALVAT sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. H. ROUILLEAULT.*

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 81 voix**

**Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :** M. G. CASTRE, M. R. COTTE, A. EL KAN-DOUSSI, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. P. SAUREL, M. J. L. SAVY.

**AFFAIRE N° 24 : AMELIORATION DE 86 RESIDENCES DE LOGEMENTS SOCIAUX A BAIL-LARGUES, FABREGUES, MONTPELLIER, LATTES, LAVERUNE, LE CRES, SAINT JEAN DE VEDAS ET VENDARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORSATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 81 voix**

**Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :** M. G. CASTRE, M. R. COTTE, A. EL KAN-DOUSSI, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. P. SAUREL, M. J. L. SAVY.

**AFFAIRE N° 25 : CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS EN LOCATION - ACCESSION -RESIDENCE « NOTRE DAME », 278 ROUTE DE NIMES A CASTELNAU – LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION -AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 87 voix.**

**Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote :** M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 26 : CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « TANGERINE » - 16 ROUTE DE MONTPELLIER A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 86 voix.**

**Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :** Mme S. JANNIN, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 27 : OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013 -2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE VINGT - HUIT LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 28 : OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016 - 2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD - ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 22 LOGEMENTS - DELIBERATION N°14976 DU 2 NOVEMBRE 2017 - MODIFICATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 29 : OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016 - 2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD - ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 30 : AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ENEDIS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. Y. PELLET entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 31 : RESSOURCES HUMAINES - RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU GEFLUC (GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

## **AFFAIRE N° 32 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

## **AFFAIRE N° 33 : MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION CLUB SERVICES LOISIRS - GROUPE D'ENTRAIDE MUTUELLE RABELAIS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 87 voix.**

**Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. KERANGUEVEN.**

## **AFFAIRE N° 34 : MUSEE FABRE - CONVENTION DE MECENAT AVEC LA BANQUE DU-PUY, DE PARSEVAL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 87 voix.**

**Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. KERANGUEVEN.**

## **AFFAIRE N° 35 : PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'HEBERGEMENT, DE TRANSPORT ET DE RESTAURATION AUX FRAIS REELS DANS LE CADRE DU PROGRAMME ANNUEL 2018 DE RENCONTRES LITTERAIRES ET D'ANIMATIONS DE LA DIRECTION DES MEDIA-THEQUES ET DU LIVRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

## **AFFAIRE N° 36 : EPIC DU DOMAINE D'Ô - DESIGNATION D'UNE DIRECTRICE PAR INTERIM - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je vous propose, en attendant le jury qui déterminera le nouveau directeur, la candidature de Valérie DAVENEAU qui est la directrice actuelle par intérim. Souhaitez-vous un vote secret ? Qui demande un vote secret ? Personne.

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**



**AFFAIRE N° 37 : MEDIATHEQUES - CONVENTION DE COOPERATION DOCUMENTAIRE POUR LA CONSTITUTION D'UNE BASE DE DONNEES NUMERIQUES DE LA PRESSE ANCIENNE AVEC L'ASSOCIATION LANGUEDOC - ROUSSILLON LIVRE ET LECTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 38 : PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER DANS LE CADRE DE LA PREPARATION DE LA CANDIDATURE AU TITRE DE CAPITALE EUROPEENNE DE LA CULTURE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 39 : PLAN D'AMELIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES (PAPPH) PORTANT SUR LES ESPACES METROPOLITAINS DU POLE CADOULEBERANGE - DEMANDE DE SUBVENTION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**AFFAIRE N° 40 : CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE SAINT DREZERY, SAUSSAN ET LE CRES – MODIFICATIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Monsieur le Maire de Saussan.

**Joël VERA**

A la lecture, je pense qu'il s'agit d'abroger la délibération du Conseil métropolitain et non du Conseil municipal.

**Monsieur le Président**

C'est une erreur de frappe. Nous regarderons cela.

**Joël VERA**

Je ne sais pas, mais un peu plus bas, nous avons les dates qui sont différentes.

**Joël RAYMOND**

Le Conseil Métropolitain, ne peut pas abroger une délibération du Conseil Municipal.

**Joël VERA**

Il y a une erreur et après concernant les dates, une fois on parle du 20 novembre, et l'autre fois du 12 novembre.

**Monsieur le Président**

D'accord. Nous le rectifions. Merci.

Merci de votre proposition Monsieur VERA. Alors je mets aux voix, contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 87 voix.**

**Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.**

**AFFAIRE N° 41 : PROGRAMMATION 2018 - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LES COMMUNES DE CASTRIES, VENDARGUES - TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LES COMMUNES DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER, SAINT GEORGES D'ORQUES ET GRABELS - MODIFICATION DE LA CONVENTION FINANCIERE POUR LES TRAVAUX SUR LA COMMUNE DE LAVERUNE - APPROBATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS -AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

**Pour : 76 voix**

**Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. JM. ALAUZET, Mme T. DASYLVA, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. JM. LUSSERT, M. JL. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES.**

**AFFAIRE N° 42 : FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT – ACTIONS LOGEMENT 2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS ET CCAS - CONVENTIONS - AUTORISATION**

*M. R. REVOL sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications à la Vice-Présidente, Rosy BUONO ? Personne ?

Je mets aux voix, contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Je vous en remercie.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Pour : 88 voix.**

**Monsieur le Président**

Comme les journalistes sont restés jusqu'à la fin, il faut quand même que je leur donne un petit renseignement, un petit scoop ! Le mercredi des cendres, c'est-à-dire le 14 février, je participerai, avec Thierry BREYSSSE aux Paillasses de Cournonterral, mais vraiment ! Pas du balcon, dedans !

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h40.*